Médiévales

Langues, Textes, Histoire

56 | printemps 2009
Pratiques de l'écrit

Instrumentation et travail de l'acte : quelques réflexions sur l'écrit diplomatique en milieu monastique au XI^e siècle

Laurent Morelle

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/5537>

DOI : 10.4000/medievales.5537

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2009

Pagination : 41-74

ISBN : 978-2-84292-232-0

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Laurent Morelle, « Instrumentation et travail de l'acte : quelques réflexions sur l'écrit diplomatique en milieu monastique au XI^e siècle », *Médiévales* [En ligne], 56 | printemps 2009, mis en ligne le 21 septembre 2011, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/5537> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.5537>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Instrumentation et travail de l'acte : quelques réflexions sur l'écrit diplomatique en milieu monastique au XI^e siècle

Laurent Morelle

- ¹ Les pratiques documentaires du XI^e siècle – plus spécialement en sa première moitié – ont fait l'objet, il y a une décennie, d'un tableau vigoureux magistralement brossé par Olivier Guyotjeannin¹. Les *scriptoria* monastiques forment alors les foyers privilégiés de l'écriture diplomatique, tant pour l'acte privé que pour beaucoup d'actes intitulés au nom des souverains, des prélats ou de grands laïcs. C'est le temps d'une « prise de pouvoir monastique », selon l'heureuse formule aussitôt reçue², même s'il faut sans doute tenir compte de l'écrit canonial, plus terne peut-être mais surtout moins bien transmis³. Trois traits généraux de la « diplomatie monastique » (j'utilise ce syntagme dans un sens large conjuguant pratique et production) peuvent être dégagés pour la période considérée :

1. dans les monastères, l'écrit diplomatique, ancré dans la tradition bénédictine⁴, est *a priori* valorisé, ou stimulé par les entreprises réformatrices qui traversent l'époque ; parfois symptôme de crise, il est aussi le signe tangible d'une bonne administration, l'outil d'une restauration patrimoniale et statutaire qui accompagne souvent le retour réussi à une observance religieuse jugée plus convenable ;
2. la diplomatie monastique est aussi tournée vers l'intérieur : d'une part, tandis qu'elle prend congé des solutions rédactionnelles héritées du monde franc, elle se fait volontiers « auto-référentielle », puisant (sans autarcie toutefois) dans les ressources locales redécouvertes et digérées en un « passé utile »⁵ ; d'autre part, en tant que diplomatie de bénéficiaire – celui qui reçoit l'acte est aussi, largement, celui qui le conçoit et rédige –, elle est portée à prendre en compte *ab ovo* les préoccupations de gestion de l'établissement monastique ;
3. c'est enfin une diplomatie « de proximité », adaptée à la morphologie sociale de partenaires « locaux ».

- 2 C'est en tenant compte de ces données que je voudrais porter l'attention sur deux problèmes spécifiques : celui de l'instrumentation des actions juridiques, celui de l'économie de l'écrit. Je laisserai de côté bien des aspects, en particulier la question de la rédaction documentaire, pour privilégier celle des formes et de la tradition des documents. Il ne s'agit pour moi ni de dresser un état des lieux historiographique, ni de proposer un essai de synthèse, mais de mettre en résonance des observations nées de l'analyse de dossiers ouverts sans protocole particulier. L'espace arpenté sera essentiellement celui de la France septentrionale, avec quelques incursions plus méridionales, sans souci de dégager les caractères originaux d'une histoire diplomatique régionale.
- 3 Dans un premier temps, il sera question de la mise par écrit des actions juridiques et des facteurs qui pèsent sur elle. Nous verrons ensuite, dans une partie plus descriptive, comment les formes complexes prises par l'acte écrit répondent à des fonctions mêlées et parfois antagonistes, qui affectent sa conception même et les principes qui régissent son élaboration. Enfin, il sera temps d'observer que d'autres créations documentaires, mûries dans un « second XI^e siècle », traduisent des aspirations différentes.

I. Enjeux et contours de l'instrumentation monastique

- 4 Les communautés monastiques acquièrent des biens, administrent leurs hommes et leurs droits, les défendent et traitent avec des partenaires extérieurs : autant d'actions potentielles pour l'écrit. Dans quelle mesure l'établissement d'un acte écrit est-il de règle (ou d'usage) pour les actions juridiques qui scandent la vie des monastères ? Pouvait-on s'en dispenser en recourant à d'autres écrits ? Ces questions posées de longue date n'ont rien perdu de leur actualité ; Benoît-Michel Tock les inscrivait il y a peu d'années encore en tête d'un questionnaire sur le rôle de l'acte au haut Moyen Âge⁶. Au-delà du vieux débat sur la nature dispositive ou simplement probatoire de l'acte écrit, elles amènent à s'interroger sur l'existence d'une politique de l'écrit propre aux monastères⁷. Livrons au dossier le témoignage méconnu d'un acte d'Hugues Capet.
- 5 En septembre 987, le roi délivre un diplôme, rendu par l'intermédiaire du fameux évêque Adalbéron, en faveur de l'abbé Berland et des moines du monastère Saint-Vincent de Laon. À la fin du dispositif, le roi déclare « confirmer par ce précepte de notre commandement ces biens [dénommés et décrits précédemment dans le dispositif] et tous les autres qui ont été donnés à l'établissement par n'importe quelles personnes, soit par l'intermédiaire d'un écrit, soit sans écrit »⁸. Le roi – mais d'abord le rédacteur, qui n'est probablement pas étranger aux moines bénéficiaires – constate donc l'existence de donations « sans écrit » et en admet implicitement la validité.
- 6 En relisant de près le diplôme, on s'aperçoit que le thème n'a rien d'accessoire ou de plaqué, mais qu'il constitue un fil conducteur de l'acte. Dans le dispositif, le roi confirme à Saint-Vincent plusieurs biens⁹. D'abord deux églises : l'une, précise-t-il, a été donnée par un privilège épiscopal redoublé d'un précepte royal et l'autre figure dans un autre privilège épiscopal, les trois documents cités étant parvenus jusqu'à nous¹⁰. En revanche, pour les deux autres biens fonciers, une propriété (*praedium*) et un demi-manse, aucun écrit n'est signalé¹¹ ni actuellement conservé à ma connaissance¹². Le soin avec lequel le rédacteur venait d'indiquer quelles chartes consignaient les acquisitions confirmées amène à charger de signification ce manque de référence : le clivage entre

donation *per scriptum* et donation *sine scripto* traverse lui aussi la partie énumérative du dispositif. En somme, la formule conclusive du dispositif exprime synthétiquement une distinction que l'énumération venait d'illustrer.

- 7 Ce rapprochement permet du coup d'affiner le sens du mot *scriptum*. Loin d'être une vague « trace écrite », le *scriptum* a tout l'air d'être, ici du moins, un écrit en forme, une charte, peut-être même une charte d'autorité (précepte d'un roi ou privilège d'un évêque) ; c'est d'ailleurs avec cette acception que le mot *scriptum* est largement employé dans plusieurs actes de Saint-Vincent de Laon¹³. En conséquence, on ne saurait déduire du diplôme que les transactions passées *sine scripto* étaient (nécessairement) laissées à la seule mémoire orale des témoins présents : ce que l'on doit comprendre plutôt, c'est qu'elles n'étaient pas toutes instrumentées, et qu'il régnait un large dégradé de supports et de formes : à côté des actes d'autorité, l'acte d'Hugues Capet laisse entrevoir l'existence d'une diplomatie moins formelle, voire d'une bonne dose d'« infra-diplomatique ».
- 8 Le diplôme royal ne nous livre pas les clefs de l'instrumentation pratiquée à Saint-Vincent de Laon. Tout au plus suggère-t-il quelques pistes : un « écrit » plutôt de règle pour le transfert d'églises, mais qui ne s'impose pas pour celui de biens fonciers mineurs ; un « écrit » qui pourrait dépendre du niveau social du donateur – si l'on tire dans un sens social l'indication « a quibuscunque personis » (« par quelques personnes que ce soit »), rapprochée de l'alternative *sine scripto/per scriptum* –, mais pas forcément, puisque l'évêque Adalbéron, si notre lecture est juste, avait lui aussi conféré un bien « sans écrit ». Pour le reste, le diplôme, qui porte sur quelques acquisitions ciblées (des points forts du patrimoine de Saint-Vincent¹⁴), est muet sur l'écriture des actes de gestion patrimoniale – les contrats de précaire, par exemple, qui sont des concessions temporaires de biens ecclésiastiques et qui modèlent bien des donations¹⁵.
- 9 Un dernier point mérite d'être relevé. La remarque sur les donations *sine scripto* est neutre ; formulée peut-être par un individu frotté de droit romain sachant que tous les contrats ne sont pas écrits, elle est dépourvue de toute déploration¹⁶. Pourtant, le souci de la garantie écrite est omniprésent à Saint-Vincent en cette période ; la confirmation sollicitée du roi l'atteste, et plus généralement le pic documentaire que connaît son chartrier dans les années 970-990, en relation patente avec la restauration du temporel monastique entreprise dans le sillage de la réforme de Saint-Vincent accomplie en 961 sous l'égide de l'évêque¹⁷. Le constat est donc équilibré : l'attachement des moines à l'écrit qui fait foi s'accompagne d'un pragmatisme dans son usage, conforté par la proximité d'une double garantie épiscopale et royale. Ici comme ailleurs, le contexte local mérite toute l'attention de l'historien.
- 10 L'existence de donations « sans écrit » se déduit d'autres indices, notamment de ce que nous apprennent les récits ou mentions de rituels d'actions juridiques. Pour maintes donations et restitutions de biens, surtout opérées par des laïcs, le rite translatif fondamental est la remise d'un objet symbolique. C'est par le truchement d'un couteau qu'en 1086, le vicomte Aimery de Thouars, aux dires des moines de Marmoutier, leur aurait accordé l'église de son château de La Chaize ; et trois ans plus tard, c'est à nouveau par un couteau, associé pour lors à un manuscrit de saint Augustin, qu'il accomplit un soir de décembre la même donation, au profit maintenant des moines de Saint-Florent de Saumur ; cette fois une charte, préparée dans la nuit, fut lue le lendemain du rite de transfert et pourvue de signes de validation¹⁸.

- 11 Un des rites les plus communs est celui de la donation « faite » ou « posée » sur l'autel du saint tutélaire de l'établissement bénéficiaire¹⁹. Certains récits ne vont pas plus loin – « un tel a donné sur l'autel » déclare-t-on laconiquement dans plusieurs notices du prieuré Saint-Georges d'Hesdin²⁰ – ; d'autres précisent qu'un objet (couteau, gant, brindille, morceau de bois, livre, etc.) a été déposé sur la table sacrée ; d'autres encore y signalent que c'est une *carta* qui y a été placée, concurremment ou non avec un autre objet²¹. Pour désigner ce qui est déposé, les sources usent assez souvent du terme générique *donum*, attesté aussi bien à Cluny qu'à Angers et Vendôme, ou que dans le nord de la France. On aimerait savoir si *donum*, quand il est employé absolument, désigne éventuellement un acte écrit. Ce n'est pas impossible, mais les indices en ce sens semblent manquer²². À Corbie, entre 1071 et 1079, c'est par dépôt d'un *donum* sur l'autel de saint Pierre, patron de l'abbaye, que le roi Philippe I^{er} fait rendre les droits de vicomté au monastère ; or on ne garde aucune trace d'un diplôme correspondant à cette restitution, celle-ci n'étant rapportée qu'au sein d'une charte-notice abbatiale datée de 1079²³. Il est probable qu'aucun diplôme royal ne fut délivré et que le *donum* déposé par le comte de Flandre et l'évêque de Paris était un objet symbolique. Une conclusion semblable est à tirer d'une notice datée de [1046-1056] émanant de l'abbaye Saint-Serge et Saint-Bach d'Angers (riche vivier de remises de *dona* sur l'autel) ; on y rapporte que le donateur posa sur l'autel à la fois un *scriptum* et un *donum* ; la notice, conservée en sa rédaction « originale », pourrait bien être d'ailleurs ce *scriptum*²⁴. Il semble donc raisonnable de considérer *a priori* que le *donum* posé sur l'autel, en Anjou ou en Picardie, était ordinairement un objet symbolique²⁵. En l'absence d'autre indice, on ne saurait induire d'une mention de *donum* l'existence d'un acte écrit établi pour être posé sur l'autel ; les notices relatant ces *dona* ne peuvent être *a priori* considérées comme telles. En revanche, il serait utile de mieux étudier les particularités éventuelles des actes écrits qui se déclarent eux-mêmes déposés sur l'autel, ou dont on peut croire qu'ils le furent²⁶.
- 12 Les observations rassemblées invitent naturellement l'historien à la prudence quand il part en quête d'actes écrits perdus. Nos devanciers du début du xx^e siècle étaient bien plus hardis. Maurice Prou ne semble pas avoir envisagé un seul instant que *donum* pût signifier autre chose que diplôme dans le cas de la restitution faite par Philippe I^{er} à Corbie²⁷. Ses contemporains ratissaient large eux aussi dans le recensement des actes privés. En 1903, Godefroid Kurth, éditeur des chartes de l'abbaye Saint-Hubert en Ardenne²⁸, recensait 74 chartes pour la période antérieure à 1106. Corpus étoffé certes, mais en apparence seulement car il compte en réalité 53 *deperdita*, dont 32 justifiés par le seul témoignage de transactions consignées dans le célèbre *Cantatorium*, une chronique rédigée à Saint-Hubert avant 1106 et couvrant essentiellement la deuxième moitié du xi^e siècle²⁹. En somme, selon Kurth, chaque « donation » (au sens large) mentionnée témoignait de l'existence d'une charte. Arnoud-Jan Bijsterveld a repris il y a peu le dossier³⁰. Il estime qu'une bonne part des transactions connues par le *Cantatorium* n'ont probablement jamais été instrumentées³¹ ; le chroniqueur aurait mis à profit les informations fournies par un *liber memorialis* aujourd'hui perdu, mais dont on garde des témoignages indirects³². L'hypothèse est stimulante et le décapage, salutaire, même s'il faut se garder de tout excès³³.
- 13 Un autre document, récemment publié et minutieusement exploré par Jean-Pierre Devroey, oriente une fois encore l'historien vers les sources nécrologiques³⁴. Il s'agit d'une liste ajoutée au xii^e siècle sur un lectionnaire de Saint-Remi de Reims ; les trente-

neuf entrées qui la composent associent laconiquement le nom du bienfaiteur à celui du bien donné ; suivant son éditeur, elles puiseraient pour l'essentiel dans un obituaire disparu de la fin du x^e ou du début du xi^e siècle, même si le rédacteur affirme tirer son information de la « relation de nos anciens »³⁵. Pour cinq entrées, J.-P. Devroey a cependant relevé qu'il existait une charte ou un diplôme consignait la donation en cause, à titre primitif ou confirmatif ; tous les bienfaiteurs concernés sont des personnages de haut vol, pour lesquels la bonne transmission de l'écrit diplomatique est compréhensible³⁶. Rien n'est simple à nouveau. Si l'obituaire disparu a formé un vecteur de choix dans l'entretien du souvenir des bienfaiteurs et de leurs bienfaits, il n'est pas dit que cet obituaire remplaçait *ab ovo* l'écrit diplomatique.

- 14 Le dossier de l'abbaye de Corbie concentre plusieurs aspects du problème et nous met plus directement en présence d'un outil commémoratif. Dans sa thèse publiée en 1902, Léon Levillain arrondissait son maigre butin de chartes privées antérieures à 987 en puisant dans un document, dressé et copié vers l'an mil, où sont énumérés en deux cycles organisés *per curriculum anni* les repas offerts aux moines lors de fêtes liturgiques importantes et d'anniversaires de décès, essentiellement ceux des abbés³⁷. Généralement, les entrées de ce document (trente-six au total) précisent soit l'officier monastique chargé du service, soit le domaine ou la source de revenus qui doit fournir le repas, soit les deux sortes de renseignements. Mais cinq entrées sont l'occasion d'évoquer des donations ou acquisitions faites au profit du monastère par deux abbés, un moine et deux bienfaitrices (ces deux donations accomplies par tradition *ad altare*) dont la mémoire est commémorée ; pour Levillain, ces actions juridiques représentent autant d'actes perdus (*deperdita*), alors qu'elles n'offrent aucun indice positif ou assuré d'instrumentation³⁸. La démarche, analogue à celle de Kurth, manque de prudence car elle postule « par défaut » que l'instrumentation est de règle, mais on doit aussi se demander pour quelle raison le rédacteur de ces listes aurait signalé la confection d'un écrit. Certaines mentions pourraient analyser un acte primitif ou une notice de tradition à peine plus développée. Une entrée datée de 986, unique en son genre dans le document, intrigue davantage. Elle commence de façon analogue aux autres, mais prend vite l'allure d'un acte de rédaction subjective, par lequel le moine camérier relate avec ferveur comment son intervention décisive auprès de l'abbé Maingaud (985/986-1013/1015) a permis la fondation de l'anniversaire de l'abbé Ratoldus récemment décédé selon toute vraisemblance³⁹. Cet « acte » comporte une formule de datation précédée d'une corroboration, laquelle toutefois n'annonce ni confection d'une *carta*, ni témoin (de fait, il n'y en a pas) : le camérier y « adjure ses successeurs » (*contestamur successores nostros*) d'observer ce qui a été établi. On peut alors se demander si ce texte est vraiment un « acte », ou s'il n'a pas été rédigé « à la manière » d'un acte, pour être inséré directement dans la liste des repas ou dans le document source de celle-ci. Le texte est certes un écrit d'administration interne au monastère, mais on peut se demander si le même genre d'écrit, au statut équivoque, n'était pas aussi pratiqué pour faire mémoire de donations ou d'autres actions. Versons un dernier élément de réflexion. À la fin du document, le rédacteur s'afflige d'une « perte de mémoire », regrette de ne pouvoir écrire au sujet de chaque bienfaiteur et supplie enfin ses confrères qu'ils « voient à ne pas négliger de faire mémoire de ceux sur les propriétés ou revenus desquels nous recevons des repas »⁴⁰. Curieusement, au moment de déplorer l'effacement du souvenir, il n'invoque pas un manque d'écrits, encore moins de chartes, comme si la nature du vecteur mémoriel lui importait peu.

15 Bien sûr, ces témoignages disparates ne démontrent rien, ils ont simple valeur d'avertissement. L'instrumentation échappe à toute pesée, les règles du jeu de la mise par écrit nous sont masquées tout comme les filtres de la conservation biaisent la consistance de la production⁴¹. Deux points me semblent à souligner :

1. Le « passage à l'acte » et les formes de l'instrumentation semblent affaire de choix⁴². Les transactions sont ouvertes à un large nuancier d'écritures, au gré des parties et des usages « locaux ». Le contexte de la transaction est primordial, comme le poids social du partenaire, l'enjeu du *negocium*, les inquiétudes nées du statut des biens et du potentiel de litige qu'il renferme. L'éventail des formes est largement ouvert, depuis la *carta* de cérémonie pourvue des signes d'implication des auteurs ou comparants jusqu'à la simple *noticia* « aide-mémoire » rédigée on ne sait quand⁴³; l'écriture peut se faire sur parchemin isolé (une *carta*) ou dans un recueil prévu à cet effet (un *liber traditionum* ou analogue). L'adoption de ces solutions est affaire de paramètres variés. Il ne faut négliger ni le conservatisme des *scriptoria* (entretenu par les outils mémoriaux qu'ils concoctent) ni leur pragmatisme. L'instrumentation dépend de l'efficacité reconnue aux instances légitimantes et aux outils de la mémoire. Elle n'est pas survalorisée en 987 à Saint-Vincent, peut-être parce que des chartes d'autorités extérieures garantissent les donations ; elle ne l'est pas non plus à Corbie en 989, parce que c'est le rassemblement de la mémoire (et non son support) qui importe. Enfin, le particularisme local des usages de l'écrit ne signifie pas pour autant un cloisonnement des foyers d'écriture : la circulation des hommes et les contacts entre établissements, attisés par le dynamisme réformateur, stimulent la diffusion et la confrontation des pratiques documentaires.

L'instrumentation est portée par le contexte : les moments de crise ou de réforme accompagnent des politiques monastiques de défense, conquête ou reconquête de droits. Les chartes abbatiales, abondantes dans maints chartriers de France du Nord, mais aussi les chartes instrumentées par les moines pour leurs partenaires s'ajustent aux circonstances (c'est le cas des règlements d'avouerie par exemple), tandis que la production d'écrits est assortie d'un souci de conservation mieux affirmé. Amasser des écrits est d'ailleurs l'indice d'un bon gouvernement abbatial car il protège et garantit l'avenir⁴⁴. La meilleure conservation des actes au long du XI^e siècle, ce « goût de l'archive » si bénéfique à la transmission des écrits, est aussi l'expression de cette confiance en l'écrit.

2. L'acte est un titre, une référence et aussi un outil. S'il n'est pas réductible à son statut de vecteur de mémoire⁴⁵, il n'en reste pas moins que, tout au long du XI^e siècle, c'est de manière récurrente que la valeur mémorielle de l'écrit est mise en avant par les sources. Les rédacteurs sont travaillés par le souci de « transmettre » une mémoire écrite qu'ils veulent efficace⁴⁶.

16 Assurément, les chartes (ou documents assimilés) sont dépositaires d'une *memoria* partagée entre les moines et leurs partenaires, et c'est particulièrement vrai pour les donations. L'écriture des actions juridiques contribue à forger l'identité des familles donatrices⁴⁷. Mais l'écrit semble d'abord au service des communautés monastiques ; cette fonction « interne » est pour elles un outil de leur construction identitaire et aussi de leur travail « social » de commémoration. Ces deux aspects sont rapprochés dans une préoccupation d'ordre didactique.

17 Les chartes instruisent en effet la communauté et leur lecture peut être organisée. Les actes figurent aussi, sous diverses modalités techniques, dans des œuvres littéraires destinées à la lecture des moines. La *Vie du comte Bouchard*, rédigée autour de 1058 à Saint-Maur des Fossés par le moine Eudes, est exemplaire de ces entreprises : le moine biographe met en récit la teneur de plusieurs diplômes royaux consignant les bienfaits du pieux comte au temps d'Hugues Capet et de Robert le Pieux⁴⁸. L'éternel retour des

commémorations anniversaires ravive la familiarité de la communauté avec quelques actes du chartrier et valorise ce dernier⁴⁹.

- 18 Il arrive que la vocation proprement « pédagogique » des chartes s'exprime en leur sein même. On connaît en ce sens la formule introductive des notices de Marmoutier rédigées dans les années 1060 et adressées à la postérité des moines du monastère tourangeau⁵⁰. Un curieux préambule angevin de la fin du XI^e siècle permet de saisir une réflexion originale sur le rôle « pédagogique » de l'écrit documentaire. Dans un monastère, donne-t-il à comprendre, les hommes sont rassemblés de partout, ils viennent de la diversité du monde, réunis par la grâce de la « Pierre angulaire », pour l'édification d'une demeure unique. Les écrits sont importants là où fait défaut la continuité par descendance biologique (« ubi per nepotes non continuatur progenies »). En somme, l'identité collective du monastère, ici perçu comme une maisonnée, est bien construite par la mémoire écrite qui joue le même rôle que les liens du sang dans les lignages.
- 19 Un autre texte du même chartrier de Saint-Serge et Saint-Bach d'Angers⁵¹, assez proche puisque de 1104, dévoile quelques implications concrètes de cette mémoire : il faut mettre par écrit les donations et les échanges pour que les descendants à venir (on retrouve ici le terme *progenies*, appliqué aux moines futurs) sachent ce qu'ils doivent laisser et ce qu'ils doivent recevoir⁵². L'écrit permet de garder les droits et de les gérer au mieux⁵³. La préoccupation gestionnaire et administrative qui affleure ici est peut-être à mettre au compte de cette flexion « managériale » que Robert Berkhofer détecte progressivement dans les pratiques d'écriture des monastères de France septentrionale à partir de la seconde moitié du XI^e siècle et surtout au XII^e siècle⁵⁴.
- 20 De son côté, Bruno Lemesle a insisté récemment sur la vocation interne des « notices de conflits ». Pour lui, ces écrits ont certes une fonction « externe », soutenue par une valeur probatoire difficile à mesurer, mais au-delà de la fonction attendue en plaid, la production de ces notices relèverait aussi de motivations moins ciblées, elles comporterait une part « peut-être plus irrationnelle et liée à une satisfaction voire à une jouissance, celle d'avoir remporté des victoires »⁵⁵. Bref, ces notices seraient éventuellement des bulletins de victoire à l'adresse d'une communauté dont on voudrait entretenir le moral, quand il ne s'agit pas, par une version révisée d'une procédure, d'en entretenir la bonne conscience en taisant une objection gênante de la partie adverse⁵⁶.
- 21 Il est temps à présent de regarder selon quelles orientations l'écrit diplomatique s'adapte aux missions que les communautés monastiques lui confient.

II. Un foisonnement d'écrits : actes continués, réécritures, néo-originaux

- 22 En 1997, Olivier Guyotjeannin a mis en évidence les mutations documentaires qui renouvellent en profondeur les usages traditionnels de l'acte au X^e-XI^e siècle. On voudrait ici en examiner plusieurs modalités à l'aide d'exemples précis et suggérer quelques pistes d'interprétation.

L'acte continué

- 23 L'« acte continué » est un premier témoignage de cette attitude nouvelle : un acte primitif « original », consignant une première action juridique, est complété d'additions plus ou moins concises relatant de nouvelles actions juridiques en rapport avec le bien.
- 24 Un acte déjà relevé par le flair d'Olivier Guyotjeannin donne un bel exemple de cette pratique⁵⁷. Il s'agit d'une charte datée de 975 par laquelle une veuve nommée Richilde donne sa propriété à l'abbaye de Saint-Bertin⁵⁸ : la donatrice, au nom de laquelle l'acte est intitulé, en retient l'usufruit viager, pour elle et ses fils. À la fin de l'acte, après les souscriptions mais vraisemblablement dans la continuité du texte de l'acte⁵⁹, la dame déclare donner de surcroît deux colliers d'or pour sa sépulture (*Dedi etiam duo monilia aurea pro sepultura mea*). Cette addition n'est sans doute pas une véritable continuation, mais un complément qui pourrait exprimer une décision prise juste après la *conscriptio* de l'acte ; néanmoins, il n'est pas exclu que ce soit la nature du don (des bijoux) qui ait invité le rédacteur à sortir cette disposition d'une charte corsetée par un formulaire assez strict.
- 25 En revanche, l'acte est bien continué par deux textes brefs de rédaction subjective : en 986, c'est le (ou un) fils de Richilde qui intervient pour confirmer que, sa mère étant décédée et inhumée, il a remis la propriété (*hereditas*) en question avec l'église du lieu (jusque là non mentionnée), ainsi qu'un autre bien, et les colliers⁶⁰ ; en 993, c'est l'abbé Odbert qui déclare avoir racheté ladite *hereditas* contre 20 livres, ce qui signifie sans doute le rachat des droits à usufruit (mais le texte ne précise pas à qui)⁶¹. Les deux additions de 986 et 993 sont introduites par la mention de la date, signalant avec force la succession des faits, faisant de ces mentions autant de notes annalistiques ; toutes deux annoncent des témoins. Celle de 986 comporte bien les *signa* attendus (avec des croix) ; en revanche les témoins de l'action abbatiale de 993 font défaut (à moins que le « *his testibus* » renvoie aux témoins de l'action précédente). Ces ajouts sont donc conçus comme autant de petites *carte*. Le parchemin comportait *in fine* la souscription du scribe, un moine-prêtre. Cette souscription appartient selon toute vraisemblance à l'acte primitif : il y a donc tout lieu de penser que les ajouts ont été insérés, sur cette charte plus large que haute⁶², dans l'espace laissé entre *signa* de témoins et souscription de scribe. Il n'est pas sûr que la continuation de l'acte ait été envisagée dès sa confection. Peut-être est-ce la petite phrase relative au don des bijoux, qui a ouvert la voie à un emploi inédit de l'espace vacant⁶³. Les deux continuations du document bertinien sont des compléments apportés au premier acte ; ils n'ont aucune autonomie diplomatique ni juridique. Il y a enrichissement et actualisation de l'acte primitif, qui enserme matériellement ce qu'on pourrait tenir pour des « codicilles » diplomatiques.
- 26 L'acte continué de Saint-Bertin scande l'histoire d'un contrat, depuis sa formation jusqu'à sa dissolution, sur dix-huit ans (975-993) ; au terme, le bien est entré dans le patrimoine monastique. Cette pratique doit être soigneusement distinguée de celle qu'on repère sur un original de l'abbaye de Jumièges daté de 1088 : la charte de donation, intitulée au nom du donateur, Raoul fils d'Anserède, est suivie de deux notices additionnelles. Mais ces notices font partie de l'accomplissement de l'action juridique initiale, elles n'en scandent pas la destinée postérieure. Il s'agit en effet d'une notice (accompagnée de *signa* et de témoins) de mise en saisine des biens par le représentant du seigneur du donateur, et d'une notice de réception de cette saisine par

les représentants de Jumièges⁶⁴. En fait, cet acte normand prolonge une pratique bien attestée durant le haut Moyen Âge, celle qui associe sur un même parchemin la charte de donation la « notice de tradition » (*notitia werpitionis* ou *traditionalis*) qui lui fait suite et consacre le transfert des biens donnés⁶⁵.

- 27 Les actes continués semblent assez répandus, mais très variés dans leurs usages. À Saint-Victor de Marseille en 1056, une deuxième donation, consignée en une phrase de rédaction subjective, est logée, comme à Saint-Bertin, entre le premier texte et la souscription du scribe ; ici, les deux actions ont deux auteurs différents (et sont consignées par deux mains différentes et contemporaines) mais la seconde action juridique vient accroître les droits de l'abbaye sur un des biens cités par la donation initiale⁶⁶. À Cluny en 1022, on procède différemment : la charte de *Gertrudis*, qui s'achève au bas du parchemin, est suivie au *verso* (rare exemple d'un parchemin opistographe) d'un texte de rédaction subjective (d'une autre main), consignait la donation postérieure et complémentaire accomplie par *Aremburgis*, fille de la donatrice initiale. Les deux donations portent sur des biens situés dans la même *villa* et le deuxième texte vaut également *firmatio* consentie par la fille à la donation « que [sa] mère avait faite auparavant ». On le voit, même si son texte est court et commence par une notification (« Cunctis fidelibus liquido pateat quod ego... ») annonciatrice d'émancipation diplomatique, « l'acte » d'Aremburgis se raccroche en réalité au document initial qu'il prolonge et complète ; d'ailleurs, il ne contient aucune souscription⁶⁷. En 1088/89, la charte de fondation (évoquée plus haut) du prieuré bas-poitevin de La Chaize a été complétée, dans le prolongement du texte initial et sans qu'on revienne à la ligne, d'une énumération, en style objectif, des dons faits au nouveau prieuré par des fidèles du fondateur, le vicomte de Thouars.
- 28 L'abbaye de Cluny nous fournit un autre cas d'acte-dossier, aussi complexe que célèbre, un document qui a eu récemment la faveur des spécialistes de l'écrit⁶⁸. Ici deux parchemins ont été cousus. La *carta* initiale, non datée, porteuse d'une *festuca* (brindille) cousue au parchemin, consigne une donation faite aux moines de Cluny par deux frères, Odulricus et Gausfredus ; l'acte est suivi d'une *notitia* relatant la contestation ultérieure d'une des dispositions de la *carta* ; contestation et notice datent probablement de la fin du gouvernement de l'abbé Odilon (994-1049), peut-être de 1047⁶⁹.
- 29 La disposition contestée (le don d'une serve [*ancilla*] nommée Teza) se présente sur le parchemin sous la forme d'une ligne additionnelle (de même main que le texte de la *carta*), précédée d'un signe de renvoi qu'on retrouve dans le texte à l'endroit de l'insertion souhaitée. Cette disposition fut contestée « post multum temporis » par les deux donateurs et leur abondante fratrie, au total six frères et quatre sœurs, sans oublier leur mère. Jotsaldus, époux de l'*ancilla* au statut mis en cause, demanda conseil auprès de l'abbé Odilon⁷⁰. Ce dernier agit de la façon suivante :
- « Il fit aussitôt rechercher la charte (*carta*) que les plaignants (*querelatores*) avaient fait établir (*fieri rogaverant*) et qu'ils avaient validée (*firmaverant*) ; quand on eut trouvé la charte, l'abbé fit venir à lui lesdits frères (= les plaignants) dans le cloître de Cluny, devant la fontaine, le jour de la fête de saint Paul (le 29 juin) et il leur exhiba (*ostendit*), à eux et à tous ceux qui étaient présents, la charte qu'ils avaient faite (*quam... fecerant*) au sujet de l'*ancilla*. Certains consentirent [à la charte], d'autres s'y refusèrent (*negaverunt*). L'abbé les adoucit par de douces paroles (*liniens... illos dulcis sermonibus*) et leur donna en outre vingt-trois sous ; il leur demanda à nouveau de valider (*firmare*) ladite charte ; et tous alors, à nouveau, une

fois et encore une fois (*semel et bis*), la validèrent (*firmaverunt*) dans la main dudit père [abbé] et la corroborèrent (*corroboraverunt*) unanimement⁷¹. »

- 30 Ce récit est inscrit sur la *notitia*. Avant le passage qu'on vient de traduire, le narrateur avait repris sous forme de paraphrase l'ensemble des données figurant sur la *carta*, en ajoutant des détails qui suggèrent que la donation initiale et la contestation subséquente furent plus proches dans le temps qu'on pourrait le croire.
- 31 Le scénario assez simple d'une *carta* contestée, puis finalement acceptée contre argent après négociation est-il cependant le bon ? Karl Heidecker n'en est pas convaincu ; pour lui, la *carta* comporterait une succession d'additions postérieures à l'état primitif validé, la clause du don de l'*ancilla* n'appartiendrait peut-être pas à la rédaction primitive (il s'agirait d'une interpolation) et de nombreux *signa* portés sur le parchemin (ceux de plusieurs frères, des sœurs, de la mère et des voisins des donateurs) auraient été ajoutés sur la *carta* après la négociation consécutive à la plainte. Ce scénario alternatif est séduisant, mais je ne suis pas sûr que les arguments avancés permettent une conclusion ferme⁷². Cela dit, K. Heidecker a parfaitement raison d'interroger les anomalies, retouches et compléments qui empêchent de prendre « pour argent comptant » l'image globale que l'acte semble vouloir donner de lui-même. On se gardera donc bien d'affirmer avec la dernière force que la *carta* n'a pas été retravaillée à l'issue de sa renégociation, ni que de nouveaux *signa* ne s'y sont pas glissés.
- 32 Malgré les incertitudes qui pèsent sur sa réalisation, l'assemblage constitue un « dossier » associant « écrit d'accomplissement » et « écrit mémorial »⁷³. La *notitia* actualise la *carta*, l'union des deux pièces donne une vision complète de l'histoire du bien, dans une perspective de « gestion » pragmatique de la mémoire ; à la même époque, les notices récapitulatives ligériennes trahissent au fond le même souci, avec d'autres solutions. Les deux pièces cousues clunisiennes répondent à deux logiques diplomatiques distinctes. La notice ne reçoit aucune *firmitio* et les *firmitiones* successives qu'elle rapporte se sont appliquées à la *carta* ; on peut d'ailleurs envisager que la *festuca* a été cousue précisément sur la *carta* pour former la trace des nouvelles *firmitiones* accomplies « en la main de l'abbé » aux dires du rédacteur de la notice⁷⁴. Que la *carta* ait ou non reçu des *signa* à cette occasion, la *notitia* demeure, logiquement, à l'écart de la *firmitio* ; elle est là pour compléter la *carta*, qui demeure le seul écrit d'accomplissement, réputé avoir été fait à l'initiative des auteurs de l'acte⁷⁵. Cela dit, une fois la *notitia* attachée à la *carta*, la première est devenue une annexe de la seconde ; fait significatif, croyons-nous, la mention dorsale « Carta Odulrici et [fratris] ejus » a été portée au dos de la *notitia*, comme si elle identifiait désormais les deux pièces désormais solidement unies. Mais avant cette union, la *notitia*, qui reprend la teneur de la *carta* et y ajoute d'importantes précisions circonstanciées, était en mesure de mener une vie autonome (et il est probable qu'elle le fit), contrairement à ce que nous avons vu avec l'acte continué de Saint-Bertin. L'exemple clunisien, pour marginal qu'il soit, témoigne comme d'une tension entre le maintien d'une certaine orthodoxie diplomatique (la distinction entre *carta* et *notitia*) et les nécessités de la « gestion de la mémoire ».

Nouvelles écritures, redondances et récapitulations

- 33 Articulée ou dissociée de la « continuation », la nouvelle écriture d'actes existants est un autre trait caractéristique de la production diplomatique du XI^e siècle. Ce phénomène proliférant est particulièrement délicat à circonscrire et pose de nombreux

problèmes. Une fois encore, le dossier de La Chaize-le-Vicomte délivre un exemple précieux. L'acte vicomtal de 1088/89 qu'on a déjà évoqué a fait rapidement l'objet d'une transcription – avec son complément de donations – sur un parchemin de grand format dont il n'occupe que le tiers supérieur⁷⁶. À cette occasion, la teneur de l'acte a été remodelée, sa rédaction uniformisée⁷⁷, la présentation des croix de souscription sensiblement modifiée⁷⁸. Le parchemin porte en outre de nouvelles croix de souscription, en relation avec une formule de datation et de corroboration, elle-même assortie de noms de témoins, relatant qu'en janvier 1092, le comte de Poitiers entouré des quatre évêques souscripteurs et de ses vassaux a confirmé la donation vicomtale. L'action juridique primitive de 1088/1089 est donc comme rejouée dans une nouvelle scénographie. En son nouvel « état », l'acte de fondation est difficile à qualifier : il est à la fois copie et « néo-original » et, en l'absence de sa rédaction primitive, il pourrait passer (à nos yeux du moins) pour un original⁷⁹. Un troisième document en forme de « copie figurée »⁸⁰ met au propre les données de l'étape précédente, au prix d'un léger toilettage rédactionnel et d'une décantation des données. Il fournit un état plus lisible et plus maniable du dossier, dans le respect de la chronologie des événements (il ajoute une formule de date à l'acte vicomtal). Les réécritures n'abolissent ni ne recouvrent entièrement les écritures antérieures. La redondance semble être ici un principe cardinal : les pièces forment dossier, elles se répondent et se soutiennent ; c'est la richesse du dossier d'archives qui nous permet d'identifier et de qualifier les étapes d'écriture.

- 34 Dans bien des cas, il est plus difficile d'établir le scénario des écritures successives⁸¹ : en présence d'une notice, isolée ou insérée dans un acte récapitulatif, la question d'une éventuelle instrumentation antérieure, sous forme de charte, se pose de façon lancinante. Quand, vers 1061, l'abbé de Saint-Amand Malbode (1018-1062) fait établir un acte intitulé à son nom récapitulant quatre donations reçues durant son abbatiat, le préambule enflammé sur le thème de l'écrit laisse le lecteur dans l'impression confiante que les notices qui suivent sont des « primorédactions », nées de la volonté abbatiale de transmettre une mémoire écrite. Or il n'en est rien, du moins pour l'une des donations, celle d'Ermentrude, veuve du châtelain Gautier de Cambrai, dont subsiste en copie la charte initiale datée de 1041, intitulée au nom de la donatrice⁸². Le « hasard » de la conservation dément les propos de l'abbé, mais la récapitulation des actions juridiques a mieux traversé le temps que les instruments dispersés : finalement, la rhétorique de l'abbé Malbode a gagné.
- 35 À Saint-Amand, le passage de la charte à la notice amène un décapage prudent de l'acte initial : les circonstances très singulières de la donation d'Ermentrude (son mari était excommunié quand il fut assassiné) sont réduites à une gangue aseptisée. D'autres exemples suggèrent la coexistence de recensions multiples d'actes diplomatiquement équivalents, comme destinés à des usages diversifiés. C'est le cas par exemple de l'acte de restitution du moulin de Vains au Mont Saint-Michel par le duc Guillaume le Conquérant. On connaît trois rédactions de la charte ducale⁸³. L'une est très sèche et purement dispositive (A¹) ; la deuxième (A²), plus développée, insère un exposé historique ; la troisième enfin (A³), insérée dans une notice narrative⁸⁴, est très proche de la version A¹ pour la teneur dispositive et le caractère abrupt de l'acte, mais mentionne des témoins qui n'apparaissent que sur la version A²⁸⁵. En réalité, la version A², pour développée qu'elle soit, est la seule des trois à faire silence sur la contrepartie de trente livres payées *ob memoriale sempiternum* au duc Guillaume par l'abbé Ranulfus

pour recouvrer le moulin. Cette omission va de pair avec une inflexion notable du dispositif et une tonalité différente de la rédaction : alors que dans les deux versions A¹ et A³ (quasiment semblables, répétons-le), le duc Guillaume, en l'absence de tout exposé des circonstances, apparaît comme donateur du moulin (d'où les trente livres qu'il reçoit), dans la version A², le duc change de rôle ; il est désormais présenté dans la posture d'un souverain rendant une décision à laquelle il n'est pas intéressé, publiant une décision impersonnelle issue du jugement de sa cour (« *justo examine in curia mea definitum est...* ») ; une telle posture s'accordait peut-être difficilement avec l'évocation des trente livres. Ajoutons deux autres modifications : A² est la seule version à stipuler que le moulin restitué doit être affecté à l'usage des moines ; elle comprend enfin deux souscripteurs (la duchesse Mathilde et l'archevêque Maurille de Rouen) qu'on ne voit sur aucune des deux autres versions. Comment interpréter les deux recensions A¹/A³ et A² de l'acte de Guillaume ? Que sont-elles au juste, diplomatiquement parlant : deux expéditions successives, l'une à valeur immédiate et pour le temps présent, l'autre préparée pour l'archivage et pour la postérité ? Toujours est-il que les deux versions ont été sauvegardées et que la version courte a bien été utilisée.

- 36 Les « pancartes », enfin, concentrent bien des traits déjà évoqués. L'appellation, toujours non contrôlée, recouvre des réalités d'une complexité déconcertante⁸⁶. Ces documents abondent du milieu du XI^e à la fin du XII^e siècle, de la Normandie à la Lorraine, au sud comme au nord de la Loire ; ils sont alors des outils de gestion de la mémoire importants dans bon nombre d'établissements monastiques ou canoniaux nés au XI^e et au XII^e siècles. Pour simplifier, on peut dire que ces documents ont pour trait commun de rassembler sur un même support (souvent une grande feuille de parchemin) des « textes » relatant plusieurs actions juridiques, textes qui sont en forme de chartes ou, plus souvent encore, en forme de notices. Certaines pancartes sont de simples chapelets d'« actes continués », d'autres ont été conçues d'emblée comme de véritables cartulaires qu'on pourrait dire « en placard » ; certaines recopient des documents antérieurs, d'autres résument, remodelent et recomposent leur matière première ; il arrive souvent que sur le même parchemin cohabitent des textes en leur « rédaction primitive » (ou supposée telle) et d'autres qui dérivent de documents antérieurs (notices individuelles, chartes, voire pancartes antérieures, etc.). Ajoutons qu'elles peuvent être validées, partiellement ou totalement, par une autorité. Autant dire que ces documents souvent énigmatiques poussent à leur comble l'hybridation des formes et des espèces diplomatiques, au nom d'un principe de rassemblement qui perturbe les catégories documentaires traditionnelles.

Une nouvelle économie de l'acte « original » ?

- 37 On voudrait brièvement envisager ce que les pratiques d'écriture précédemment illustrées nous disent des conceptions sous-jacentes de l'acte écrit. Un point important me semble être qu'au XI^e siècle, l'acte « original » n'est pas figé dans son état primitif ; sa « perfection », souvent bien problématique d'ailleurs, ne le rend pas « immuable », « intouchable »⁸⁷. Il est à même de recevoir des compléments destinés à le conforter et à l'enrichir, à le rendre plus efficace en tant que titre et plus à jour en tant qu'« instrument d'une mémoire »⁸⁸. L'acte de particulier, plus ondoyant que la charte d'autorité, n'est cependant pas seul en cause. Même la chancellerie pontificale, au seuil du XI^e siècle, intervient sur une charte de l'évêque de Paris qu'on lui a soumise, pour la métamorphoser à peu de frais en acte pontifical, en ajoutant quelques éléments de

validation⁸⁹. Ces interventions touchent aussi des actes anciens. Le roi Henri I^{er} (1031-1060) a fait inscrire la marque de son *signum*, une croix légendée des lettres de son nom au génitif (*Henrici*) formant monogramme, sur un diplôme de Charles le Simple⁹⁰. Dans ce cas précis, l'intention du Capétien n'est peut-être pas (ou pas seulement) d'absorber l'autorité de son prédécesseur carolingien, ou de se mesurer à lui dans une logique mimétique ; puisque le *signum* d'Henri est entouré des *signa* de ses proches, on a plutôt l'impression que le roi, tout en s'épargnant la peine de faire un nouvel acte, entend fortifier l'acte ancien pour les temps à venir, en procédant conformément aux usages du temps présent. En somme il procède à son « actualisation ».

- 38 Ce dernier terme englobe continuation, renforcement, voire renégociation, comme l'a suggéré Karl Heidecker à propos des retouches constatées sur des originaux de Cluny⁹¹. Sans doute faut-il tenir compte de cette disponibilité de l'acte si l'on veut apprécier équitablement les interpolations que des faussaires lui infligent et que le critique d'aujourd'hui estime parfois bien grossières. Les contemporains de ces interventions jugeaient-ils ces ajouts irrecevables quand des compléments de même eau pouvaient fleurir sur les écrits alors produits et engrangés ? Au total, l'acte écrit semble être une *étape* dans un processus au long cours, dont les jalons ultérieurs peuvent être déjà envisagés au moment de sa production (espaces vacants sur le support). Même accompli, il n'est pas achevé : peut-être convient-il aussi d'interpréter à la lumière de constat ces actes, curieusement « imparfaits » parce que leur texte est ponctuellement lacunaire, que signale Éliana Magnani à Saint-Victor de Marseille⁹².
- 39 Plus généralement, on peut se demander si les interventions opérées sur l'acte ne trahissent (ou n'induisent) pas une sorte d'affaiblissement de la notion d'original en remettant en cause un de ses caractères canoniques : l'union d'un support et d'un texte consignnant l'accomplissement d'une action. Par ailleurs, la coexistence, sur le même support, de rédactions primaires et secondes, d'écrits validés et d'autres qui ne le sont pas, rend inopérante pour de nombreuses pièces la distinction bien observée au haut Moyen Âge entre original et copie, entre *authenticum* et *exemplar*. Enfin, le délicat équilibre entre une fonction mémorielle exacerbée, qui porte l'écrit au rebrassage et à la réécriture, au service d'une gestion dynamique et réactive de la mémoire, et une fonction probatoire nécessaire, qui tend plutôt à fixer des moments d'accomplissement, accroît encore l'instabilité des références écrites, les redondances et la pluralité d'« états » documentaires au statut incertain.

III. Un effort de stabilisation ? Chirographes et cartulaires

La pratique du chirographe

- 40 On assiste pourtant, surtout dans le dernier tiers du siècle, à des pratiques allant dans le sens d'une stabilisation de l'écriture diplomatique : la charte-partie, appelée chirographe, en est une manifestation spectaculaire quoique limitée⁹³. Attestée en Angleterre au IX^e siècle, apparue sur le continent en Lotharingie dans les années 930, la charte-partie se diffuse progressivement, dans les décennies entourant l'an mil, en Flandre aussi bien qu'en Orléanais et en Poitou. Le principe est celui, bien connu au haut Moyen Âge, de l'acte de même teneur (*uno tenore*) délivré en plusieurs exemplaires

(autant que de parties prenantes), mais dans le cas du chirographe, l'unité d'origine est soulignée matériellement puisque les exemplaires (deux le plus souvent) sont écrits sur une même feuille de parchemin, selon une mise en page ordinairement semblable, et coupés selon une « devise » (souvent le mot *cyrographum* en France septentrionale). Cette pratique entend stabiliser le texte et la forme de l'acte, faire de ce dernier une référence *a priori* incontestable (le rapprochement des deux parties le long de la devise attestera au besoin la véracité des instruments partagés), dans l'affirmation très claire de son « originalité ». La pratique chirographaire, qui se développe singulièrement dans le dernier tiers du XI^e siècle, est particulièrement adaptée aux accords, contrats et règlements de conflits. Les chirographes sont des écrits tournés vers l'extérieur, des écrits de partenariat, mais un partenariat parfois musclé : la technique exprime autant la méfiance que la réciprocité des obligations.

- 41 Un curieux chirographe du chartrier de Saint-Bertin, daté de 1063 et connu seulement en copie, montre que l'usage du chirographe n'abolit pas les tensions entre le principe de stabilité et la logique d'actualisation⁹⁴. Ce document contient deux *carte* successives relatant respectivement l'aménagement et la contestation d'une donation d'un bien foncier faite par un homme nommé Gerbodon ; la charte se situe dans la tradition de l'acte continué⁹⁵. La première *carta*, mise sous le nom de l'abbé Bovon et non datée, décrit l'accord (transformation de la donation initiale en précaire viagère rémunérée au bénéfice du frère du donateur), confirmé en présence du comte de Flandre Baudouin V. La seconde *carta* nous apprend la contestation de l'accord par un certain Gerbodon le Jeune. L'abbé Bovon vient devant la *plena curia* comtale et obtient gain de cause devant le marquis Baudouin et le roi Philippe, encore mineur ; il fait alors apposer la seconde *carta* directement à la suite de la première, avec les souscriptions du roi Philippe et du comte Baudouin à la première personne, et d'autres *signa*. Nous sommes donc en présence d'une actualisation, qui rappelle à la fois l'exemple déjà bertinien de 975-993 (un autre cas d'usufruit) et la *carta-notitia* de Cluny. La continuation intrigue ici d'autant plus que le préambule de l'acte initial insistait avec emphase sur l'intangibilité de l'acte obtenue grâce au chirographe (« ... ut nil corrigi, nil mutari, nil addi, nil minui possit post bipertitum utriusque cirographum »). La pratique concrète de l'écrit semble donc contredire l'affichage, sauf à croire que les deux exemplaires du chirographe, et pas seulement celui des moines, ont reçu le même ajout. Mais peut-être vaut-il mieux aussi considérer que les signes de validation royal et princier ont simplement transformé le chirographe en acte d'autorité au bénéfice de l'abbaye de Saint-Bertin. Finalement, la continuation observée, tout en relevant d'une tradition labourée de longue date, ne vient pas vraiment contredire non plus la logique de stabilité qui sous-tend la pratique du chirographe.

La question des cartulaires

- 42 On ne peut totalement écarter les cartulaires de la thématique ici retenue. Je me permettrai toutefois d'élargir quelque peu le périmètre de mes observations.
- 43 Parmi les productions d'écriture monastique d'un large XI^e siècle, le cartulaire jouit actuellement d'un statut privilégié aux yeux de l'historien des pratiques de l'écrit, sans doute à cause de quelques « monuments » d'écriture, tels les grands cartulaires clunisiens réalisés sous l'abbatiate d'Odilon (1049-1109) ou le cartulaire de Saint-Victor

de Marseille (1079) ; c'est peut-être davantage leur richesse (et les énigmes qu'ils posent aux historiens) plus que leur exemplarité qui a assuré la notoriété à l'espèce⁹⁶.

- 44 Il est inutile d'offrir ici une nouvelle présentation des travaux et recherches, récents ou moins récents, consacrés aux cartulaires. Pierre Chastang s'y est employé récemment avec autant de talent que d'acribie⁹⁷. Le cartulaire est au croisement de plusieurs curiosités : passage obligé sur la production diplomatique et par là au cœur des débats sur la « mutation documentaire » du milieu du XI^e siècle, fenêtre sur les enjeux de la conservation de la mémoire écrite ; véritable document-monument, il informe sur les pratiques mémorielles des communautés et sur l'appropriation du passé ; sa configuration même, de la sélection à l'ordonnancement des matériaux et jusqu'au parti éditorial du cartulariste, tout peut être mis à profit pour appréhender une « lecture » du monde et de la morphologie sociale que cette compilation contribue aussi à façonner. Sans doute faut-il aussi accepter d'y voir un outil d'administration et de référence, destiné à répondre à des usages mêlés et susceptible d'une pluralité de regards.
- 45 Deux aspects du cartulaire semblent aujourd'hui attirer de nouveau les spécialistes : sa nature d'« écrit-collection », qui l'inscrit typologiquement dans la riche nomenclature des compilations, domaine d'étude aux larges ramifications ; sa nature de « copie », qui est réinvestie par une problématique centrée sur le « texte » et tirant profit d'études sur l'« auctoralité » médiévale.
- 46 Le cartulaire est-il vraiment représentatif des pratiques de rassemblement de l'écriture monastique du XI^e siècle ? Il me semble que durant toute la période considérée, et sans doute plus tard encore, le cartulaire n'est pas une entreprise banale et inévitable (si jamais il le fut), mais une initiative locale mûrement réfléchie et adaptée à des besoins propres. Il serait imprudent de postuler à la légère un grand nombre de réalisations aujourd'hui perdues⁹⁸. Par ailleurs, le passage au cartulaire n'est qu'une solution parmi d'autres dans les pratiques de concentration matérielle de la mémoire documentaire. Ainsi, certaines pancartes, comme on l'a signalé, sont de véritables cartulaires « en placard » ; elles offrent, parfois sur plusieurs colonnes, des copies attentives à maintenir la forme des actes copiés et ménageant au lecteur un outillage para-textuel analogue à celui des cartulaires en *codex*⁹⁹. Dans les années 1080, le rédacteur de la pancarte de Saint-Wandrille, à la fois charte confirmative et récapitulative de donations, met dans la bouche de Guillaume le Conquérant une préoccupation de conservation analogue à celle qui s'exprime dans maints prologues de cartulaire :
- « [...] ayant soigneusement considéré les privilèges du monastère de Fontenelle, à la suggestion de l'abbé Gerbert (1063-1089), nous avons ordonné de réunir tous les documents écrits (*cyrographa*) conservés sur les possessions de saint Wandrille, parce que les chartes, quand elles sont assez nombreuses, se perdent souvent facilement par négligence ou sont soustraites furtivement par la tromperie des hommes mauvais¹⁰⁰. »
- 47 Il ne faut pas oublier non plus les transcriptions « non ou faiblement organisées ». Beaucoup d'actes sont transcrits en dossiers ou de façon isolée sur les feuilles blanches de manuscrits « hors contexte ». Ces transcriptions mériteraient une exploration systématique¹⁰¹ et une exploitation plus attentive à la relation nouée entre les pièces rapportées et leur support : l'idée commune, suivant laquelle il s'agirait de mettre le texte ajouté sous la protection d'un livre sacré, parfois expressément annoncée dans l'acte¹⁰², ne convient pas à toutes les situations et fait trop peu de cas des circonstances de l'insertion et de la fonction des dossiers ainsi constitués¹⁰³. Enfin, la notion de

cartulaire réclame toujours un éclaircissement car la gamme est très large, depuis le « dossier blanc » de pièces justificatives souvent à valeur statutaire, jusqu'au cartulaire-chronique.

- 48 S'agissant du second point (la question de la « transcription »), on sait que l'acte « original » (disons plutôt le modèle) n'est pas qu'un texte : au titre de ses caractères appelés « externes » par la terminologie traditionnelle de la diplomatique, on compte des signes graphiques (symboles divers de validation, chrismes, monogrammes), le sceau éventuel, différents styles d'écriture, une mise en page variable et particulière : bref, l'acte est une image et les travaux de Peter Rück ont magistralement exploré cette dimension visuelle¹⁰⁴. Sa « copie », c'est-à-dire le transfert des informations textuelles, graphiques et visuelles, met en jeu des compétences, un projet, une perception du modèle¹⁰⁵. Les données de l'acte sont filtrées et le transfert s'accompagne aussi d'une stylisation dont les modalités et les implications ne sauraient être ici traitées. Ces problèmes toutefois ne sont pas neufs pour les moines du XI^e siècle. Bien avant qu'apparaissent les cartulaires au seuil du IX^e siècle¹⁰⁶, la pratique, largement attestée depuis le VII^e siècle, des copies isolées sur feuilles de parchemin (*exemplaria*) mettait les scribes en contact avec la délicate question de la transcription du « non-textuel ». Le copiste (comme du reste tout éditeur de texte) doit choisir et adapter. Le transfert d'information de l'original à la copie ne se résume pas à la question de la « fidélité » au modèle ; cette notion traditionnelle, déjà bien ambiguë pour l'appréciation du texte procuré par le cartulariste¹⁰⁷, s'avère proprement inopérante quand il s'agit de rendre compte des effets multiples induits par le traitement du modèle.
- 49 Les travaux de Pierre Chastang ont exploré le travail de mise en texte, en page et en livre des actes cartularisés, étudiant notamment les effets du paratexte et de la mise en séries documentaires, autant d'opérations qui induisent une nouvelle lisibilité de l'acte et modifient l'approche et l'usage du matériau diplomatique¹⁰⁸. Peut-être faut-il aussi veiller à découpler mise en *codex* et mise en cartulaire. D'une part, le cartulaire n'est pas totalement réductible au *codex* : on a évoqué les pancartes, dont certaines ne sont finalement que des cartulaires en « placard », une forme qui peut exprimer la volonté de valoriser la copie produite à l'égal d'une charte, de faire ce qu'on appellerait un « pré-cartulaire authentique » – certaines pancartes sont scellées dans un but d'authentification plus que de véritable confirmation – ; et il existe aussi, en nombre réduit assurément, des cartulaires en « rouleaux », ce qui ouvre vers le liturgique, le mémorial et l'« administratif »¹⁰⁹. D'autre part, maints aspects du « travail » de l'acte se retrouvent sur ces formes de transcription organisée (rubrication et justification des textes par exemple).
- 50 Il est vrai cependant que le choix du *codex*, qui n'est pas sans simplifications idéologiques, expose plus drastiquement encore la charte à une réduction « au texte ». Brigitte Bedos a cherché à repérer les effets en retour de l'essor des cartulaires sur la production d'originaux¹¹⁰. Anticipant en quelque sorte leur cartularisation éventuelle, les actes se feraient plus explicites sur les conditions de leur validation, transformant les signes visibles mais non reproductibles (caractères externes de l'acte) en mentions textuelles aisément transférables par le calame du scribe. L'auteur évoque à cet égard l'annonce du sceau dans la corroboration, qui ferait déjà autorité ; on pourrait avancer le sort des *signa* de témoins, dont l'allographie presque totale est l'aboutissement, au XII^e siècle, d'un processus entamé de longue date¹¹¹. La textualisation de l'acte tendrait à émanciper celui-ci de son support individuel, à minimiser le poids des éléments non

transférables¹¹². En somme, l'acte original se serait préparé à sa cartularisation. En tout état de cause, l'hypothèse ne vaut que sur le temps long, et pour le XII^e siècle.

- 51 Olivier Guyotjeannin a magnifiquement commenté le travail rédactionnel, allant du toilettage textuel à un infléchissement de l'action juridique (correction, embellissement stylistique, actualisation, etc.), accompli par le responsable du cartulaire A de Cluny (deuxième moitié du XI^e siècle) lorsqu'il y copia une charte privée originale de 974¹¹³. Mais je ne sais pas trop ce que ces retouches nombreuses nous disent de la façon dont le cartulariste « pensait » son modèle : l'irrespect du texte signifie-t-il vraiment insensibilité à l'original ? En d'autres termes, le remaniement de l'acte dans un cartulaire est-il vraiment un déni du statut référentiel du modèle ? Le travail fascinant du cartulariste clunisien ne doit pas nous faire oublier que la charte originale n'a pas souffert de ces retouches ; elle est parvenue jusqu'à nous sans altération aucune. Autre cas, à la fin du XI^e siècle, le cartulariste de Saint-Chaffre du Monastier, monastère du Velay, juge sévèrement la prose des rédacteurs d'actes, ses prédécesseurs ; il avoue avoir abrégé leurs chartes (notamment dans les formules comminatoires)¹¹⁴. Le cartulariste porte un jugement distancié sur les originaux qu'il a vus. Sans doute manque-t-il de déférence à leur égard et voit-il surtout en eux des « textes » malléables¹¹⁵, mais c'est en même temps comme un mode d'emploi du chartrier qu'il propose à ses lecteurs en les invitant à se reporter aux originaux. En somme, comme pour son confrère de Cluny, son comportement nous parle moins de l'original en tant que catégorie, que des originaux en tant que réalisations. Si le chartrier semble au service du cartulaire, le cartulariste dit par la même occasion ce qu'est un « bon » original à ses yeux, un original recevable. Ici, l'actualisation ne passe pas par des créations ambiguës qui brouillent le statut de l'original ; elle propose sur un autre support (le cartulaire) une version de référence et d'usage, adaptée et ajustée aux besoins du temps, pourvue d'une autorité relative ; elle stabilise l'acte dans une version recevable, sans affecter la relation de la copie à l'« original ». Finalement, le toilettage avoué du cartulariste de Saint-Chaffre-le-Monastier est moins opposé qu'il n'y paraît à l'appel aux originaux lancé par le cartulariste de Saint-Amand pour preuve de sa bonne foi et de la qualité de son travail¹¹⁶. En d'autres termes, il me semble que le cartulaire restaure l'acte « original » dans son statut référentiel, précisément parce qu'il s'en veut *délibérément* copie ou adaptation¹¹⁷. Et par un effet de « collection » pourrait-on dire, le rassemblement des transcriptions fixées dans un état donné, confère à *chacune* des copies une sorte de validité née de son voisinage avec ses semblables.

- 52 Le cartulaire modifie probablement le rapport des moines aux richesses « primaires » de leur chartrier. Il les met à distance. On aimerait savoir quelle connaissance les moines gardaient des chartes originales après confection d'un cartulaire. La question du retour à l'acte original mériterait d'être mieux explorée, en observant la généalogie des copies. À Saint-Pierre de Corbie par exemple, à partir surtout du XI^e siècle, le *scriptorium* a composé ou remodelé plusieurs « cartulaires-dossiers » – ce sont les seuls cartulaires mis en chantier avant la fin du XII^e siècle – englobant un choix d'actes statutaires, des privilèges ecclésiastiques notamment. Or ces cartulaires se nourrissent les uns aux autres sans qu'on constate un retour à l'archétype du chartrier, sauf pour les nouvelles pièces engrangées¹¹⁸. Il n'est donc pas à exclure que les pièces du chartrier soient délaissées au profit des cartulaires, même si l'inverse est après tout envisageable : on peut concevoir, en effet, qu'un cartulaire de prestige (un *liber* ou *codex aureus*) puisse acquérir un statut référentiel sans faire écran aux originaux, s'il s'avère

peu pratique. Le cartulaire est à la fois écrin et écran, mais dans des configurations et à des degrés variables.

Conclusion

- 53 Les développements qui précèdent sont un simple canevas ; l'analyse, parfois fouillée, à laquelle on a soumis des cas hétérogènes et disparates ne propose au mieux qu'une grille de lecture pour d'autres dossiers, au gré d'autres voyages diplomatiques. On a cherché à nouer des liens entre situations, pour tenter de mettre en vedette quelques ressorts généraux d'une pratique documentaire essentiellement locale, où les moines sont souvent aux deux bouts de la chaîne, comme producteurs et consommateurs des actes. Partant du constat d'une instrumentation choisie et souple, signe de « politiques de mise par écrit » difficiles à apprécier, même si leur existence peut être avouée à mi-voix au détour d'un acte, on a insisté sur la vocation interne – à la fois outil pédagogique et d'administration pour les communautés monastiques – d'une écriture diplomatique foisonnante, innovante et déconcertante, stimulée aussi par le dynamisme du mouvement monastique. Dans ce contexte, les formes diplomatiques sont travaillées en profondeur par le souci de répondre aux besoins mémoriels des monastères tout en recherchant une efficacité sociale durable. Il en résulte des concrétions documentaires inédites (actes continués, actes-dossiers, récapitulations), des écritures instables, au statut diplomatique incertain qui les éloigne des principes de base organisant l'économie de l'acte du haut Moyen Âge (original/copie). Cependant, d'autres créations documentaires telles que chirographes et cartulaires, plus densément représentées dans la seconde moitié du XI^e siècle, semblent aller dans un autre sens : en proposant un écrit référentiel plus stable, plus apte à se mesurer à ses homologues, on peut y lire une aspiration à plus de cohérence et le retour à une discipline diplomatique minimale, qui assure la force de l'écrit dans un monde moins cloisonné. Le premier « XII^e siècle » documentaire s'y annonce.

NOTES

1. O. GUYOTJEANNIN, « *Penuria scriptorum* : le mythe de l'anarchie documentaire dans la France du nord (X^e-première moitié du XI^e siècle) », dans *Pratiques de l'écrit documentaire au XI^e siècle*, O. GUYOTJEANNIN, L. MORELLE, M. PARISSÉ éd., *Bibliothèque de l'École des chartes*, 155, 1997, p. 11-44.
2. O. GUYOTJEANNIN, « *Penuria...* », *loc. cit.*, p. 32-33 ; voir G. DECLERCQ, « Originals and cartularies : the organization of archival memory (ninth-eleventh centuries) », dans *Charters and the use of the written word in medieval society*, K. HEIDECKER éd. (Utrecht Studies in Medieval Literacy, 5), Turnhout, 2000, p. 147-170, à la p. 165.
3. Les outils de la mémoire diplomatique canoniale, émergeant surtout à l'époque grégorienne (XII^e s.), se taillent progressivement une place dans la sollicitude historique ; voir tout dernièrement Fl. MAZEL, « L'espace du diocèse dans les cartulaires cathédraux (XI^e-XIV^e siècle) », dans *L'Espace du diocèse. Genèse d'un territoire dans l'Occident médiéval (V^e-XIII^e siècle)*, Rennes, 2008,

p. 367-400. Pour le premier XI^e siècle, il existe quelques pépites ; voir par exemple : O. GUYOTJEANNIN, « Noyonnais et Vermandois aux X^e et XI^e siècles. La déclaration du trésorier Guy et les premières confirmations royales et pontificales des biens du chapitre cathédral de Noyon », *Bibliothèque de l'École des chartes*, 139, 1981, p. 143-189.

4. H. LUTTERBACH, « *Chartas aut venditiones aut donationes facere*. Literalität und Mönchwerdung im frühen Mittelalter », dans *Viva vox und ratio scripta. Mündliche und schriftliche Kommunikationsformen im Mönchtum des Mittelalters*, Cl. M. KASPER et Kl. SCHREINER éd., Münster, 1997, p. 75-95.

5. Sur cette thématique : P. J. GEARY, *Mémoire et oubli à la fin du premier millénaire*, Paris, 1996 ; A. G. REMENSNYDER, *Remembering kings past. Monastic foundation legends in medieval southern France*, Ithaca/Londres, 1995 ; K. UGÉ, *Creating the monastic past in medieval Flanders*, Woodbridge, 2005.

6. B.-M. TOCK, « Introduction », dans *Les Actes comme expression du pouvoir au haut Moyen Âge, actes de la Table ronde de Nancy 26-27 novembre 1999*, M.-J. GASSE-GRANDJEAN et B.-M. TOCK éd., Turnhout, 2003, p. 9-15, à la p. 12.

7. La question de la valeur dispositive ou probatoire de l'acte est anachronique dans sa formulation abrupte et étroite (l'action juridique se crée-t-elle avec l'acte écrit ?) ; mais elle n'est pas illégitime si on la formule par exemple ainsi : quels sont les rituels juridiques où l'écrit apparaît nécessaire ? ; c'est finalement la distinction avancée par D. BARTHÉLEMY entre « écrit d'accomplissement » et « écrit mémorial » ; cf. son article : « Une crise de l'écrit ? Observations sur des actes de Saint-Aubin d'Angers (XI^e siècle) », dans *Pratiques...*, op. cit., p. 95-117, aux p. 100-101 (autre version dans D. BARTHÉLEMY, *La Mutation de l'an mil a-t-elle eu lieu ?*, Paris, 1997, p. 29-55, aux p. 32-33).

8. Corroboration du diplôme d'Hugues Capet (original conservé), *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. 10, Paris, 1775, p. 549-550 : « Haec et alia omnia eidem loco a quibuscunque personis, sive per scriptum, sive sine scripto contradita nostra regia auctoritate per hoc nostrae jussionis praeceptum corroboramus ».

9. Après la confirmation de l'immunité, le roi poursuit : « Statuimus etiam ut in villa Capriniaco (= Chevreigny) quae est super fluvium Aquilam (= Ailette), ecclesiam s. Medardi nomine sacratam a beatae memoriae Roricone episcopo per episcopale privilegium, per regale quoque praeceptum eidem loco cum suis appendiciis additam, et ecclesiam in castro Petraponte (= Pierrepont) a dilecto nobis nunc antistite Adalberone additam pro causis quae in episcopali ipsius privilegio continentur, sed et praedium quod habent in Hatonscurte (= Attencourt) ab eodem antistite similiter additum, ac dimidium mansum de villa Verciniaco (= Versigny) suis terris in Saisnulficrte (= Senencourt) interjacentem in suis usibus perpetualiter habeant. » (ponctuation et majuscules de l'édition actualisées ; toutes les localités citées sont dans le diocèse de Laon).

10. Pour l'église de Chevreigny, acte de l'évêque Roricon de 973, éd. A. DUFOUR-MALBEZIN, *Actes des évêques de Laon des origines à 1151*, Paris, 2001, n° 9 (copie) ; acte de Lothaire de 975, éd. L. HALPHEN et F. LOT, *Recueil des actes de Lothaire et Louis V, rois de France (954-987)*, Paris, 1908, n° 38 (original). Pour l'église de Pierrepont, acte d'Adalbéron de [979-986], éd. DUFOUR-MALBEZIN, *Actes...*, op. cit., n° 14 (copie).

11. Le mot *similiter*, dans le passage relatif au *praedium* d'Attencourt, fait problème. Porte-t-il sur *antistite* ou sur *additum*, et dans ce dernier cas, plus vraisemblable, vient-il caractériser le moyen (par le privilège déjà cité ou par un autre privilège), ou bien appuyer l'idée d'addition ? Cette dernière lecture me semble nettement préférable parce que, placé précédemment dans la même situation, le rédacteur n'a pas hésité à répéter explicitement la référence à tel ou tel acte. Le mot *similiter*, s'il renvoyait à un privilège, pourrait laisser croire que le *praedium* figurait dans le privilège épiscopal précédemment cité : or il n'en est rien. Le souci de précision qui caractérise le rédacteur milite donc plutôt pour la solution retenue (*similiter* intensifiant *additum*).

12. Le demi-manse relevant de Versigny *interjacens* (enclavé) dans la villa monastique de Senencourt ne peut être raisonnablement identifié avec le *mansionale*, fort de neuf manses et acquis du roi par voie d'échange en 979 (DUFOR-MALBEZIN, *Actes...*, *op. cit.*, n° 13), dont le neuvième manse était lui aussi enclavé dans la même villa de Senencourt. Les deux occurrences témoigneraient plutôt d'une politique de remembrement.
13. Voir notamment les actes épiscopaux pour l'abbaye, DUFOR-MALBEZIN, *Actes...*, *op. cit.*, n° 7 (961), 8 (969), 10 (974), 11 (978), 12 (979), 13 (979), 14 [979-986], 15 [975-990].
14. Sur Saint-Vincent et ses possessions à la fin du X^e siècle, voir J. LUSSE, *Naissance d'une cité : Laon et le Laonnois du V^e au X^e siècle*, Nancy, 1992, p. 277-281.
15. Les précaires, souvent viagères, sont des transactions complexes et variées, qui peuvent préluder à une acquisition ou une restitution.
16. Rien à voir, par conséquent, avec la plainte, devenue célèbre grâce à Olivier GUYOTJEANNIN (« *Penuria...* », *loc. cit.*, p. 12 et p. 41), du moine Paul de Saint-Père de Chartres (vers 1080) déplorant que du temps de ses prédécesseurs, les dons des fidèles n'étaient pas tous écrits, faute de rédacteurs (« *quia fidelium donaria, scriptorum penuria illo in tempore aut non sunt scripta...* »).
17. La concentration des actes épiscopaux en faveur de Saint-Vincent dans les années 960-990 en est un signe patent.
18. « Chronique de Saint-Nicolas de La Chaize-le-Vicomte », G. PON et E. CARPENTIER éd. et trad., *Revue historique du Centre-Ouest*, 6, 2007, p. 339-389, respectivement aux p. 364-365 (« *Et huic dono talem calumniam intulerunt (sc. le prieur de Chemillé, dépendance de Marmoutier, et les moines qui l'accompagnaient) ante ipsum vicecomitem quod jam ipse vicecomes de hac re eis donum, cum quodam cultello quem apud se habebant, fecisset, quando secunda vice, tercio scilicet retro anno, in regionem Anglorum abisset* ») et 368-369 (« *... qui (sc. le vicomte) ei de rebus quas dare eis volebat sero, in vigilia festivitatis sancte Luci occumbente die, cum quodam sancti Augustini, De Penitentia, libello et quodam cultello donum fecit; atque cartam, in ipsa nocte, predictus Drogo conscripsit: quam antequam in crastinum mane, die scilicet Jovis, a se invicem discessissent, idem vicecomes ante se legi precepit eamque, una cum filio suo Herberto, crucis impressione munivit* »). Cette chronique acéphale, qui relate des événements entre 1088 et 1102, est transmise par un fragment du XII^e siècle complété par des copies modernes. Sur l'œuvre, outre l'édition citée, copieusement présentée et annotée, voir G. PON et S. KUMAOKA, « L'historiographie poitevine au XI^e siècle et au début du XII^e siècle », *Quaestiones Medii Aevi novae*, 12, 2007, p. 5-57, aux p. 29-39. Je remercie chaleureusement Soline Kumaoka de m'avoir fait connaître ce superbe dossier auquel ont été consacrées plusieurs séances de ma conférence de l'EPHE en 2007-2008. Georges Pon a bien voulu me donner la primeur de son édition : qu'il trouve ici le témoignage de mon amicale gratitude.
19. Sur les donations faites à (ou sur) l'autel, voir A. ANGENENDT, « *Cartam offerre super altare. Zur Liturgisierung von Rechtsvorgängen* », *Frühmittelalterliche Studien*, 36, 2002, p. 133-158 ; B.-M. TOCK, « La mise en scène des actes en France au haut Moyen Âge », *Frühmittelalterliche Studien*, 38, 2004, p. 287-296, aux p. 292-296 ; ID., *Scribes, souscripteurs et témoins dans les actes privés en France (VII^e - début du XII^e siècle)*, Turnhout, 2005, p. 400-409 ; pour d'autres perspectives : H. BEYER, « *Urkundenübergabe am Altar. Zur liturgischen Dimension des Beurkundungsaktes bei Schenkungen der Ottonen und Salier an Kirchen* », dans *Öffentlichkeit und Schriftdenkmal in der mittelalterlichen Gesellschaft*, *Frühmittelalterliche Studien*, 38, 2004, p. 323-346.
20. *Cartulaire-chronique du prieuré Saint-Georges d'Hesdin*, R. FOSSIER éd., Paris, 1988 ; ce cartulaire d'une dépendance, fondée en 1094, de l'abbaye d'Anchin comporte plusieurs centaines de notices et récits de tradition copiées en strates successives au cours du XII^e siècle.
21. A. ANGENENDT, « *Cartam offerre...* », *loc. cit.*, p. 147 et suiv. (glanage d'occurrences de remises d'objets et de chartes à travers les recueils des chartes de Cluny et de la Trinité de Vendôme).

22. On souhaiterait par exemple rencontrer un *donum* déclaré souscrit de la main du donateur.
23. Charte-notice de l'abbé Foulque relative à l'accord passé par les moines de Corbie avec leur chasé, Enguerrand, sire de Boves (1079), éd. M. PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}, roi de France (1059-1108)*, Paris, 1908, n° 93 : « ... recepta a comite Arnulfo (= Arnoul, comte de Flandre, mort en 1071) Corbeia, amissam libertatem ecclesie recognovit (sc. Philippus rex), vicecomitatum reddidit et factum donum per manus Rotberti Flandriarum consulis (= Robert le Frison) necne Gusfridi, Parisiorum presulis (= Geoffroy de Boulogne, évêque de Paris), super altare sancti Petri imposuit. » M. Prou (*op. cit.*, p. 238, n.1) estime que c'est parce qu'il est chancelier du roi que l'évêque de Paris Geoffroy (1061-1095) intervient ; mais Geoffroy est aussi frère du comte Eustache de Boulogne et impliqué à ce titre dans les affaires flamandes.
24. *Premier et second livres des cartulaires de l'abbaye Saint-Serge et Saint-Bach d'Angers (XI^e et XII^e siècles)*, Y. CHAUVIN éd., Angers, 1997, n° 56 : « Achardus cum conjuge sua et filiis in capitulum Sancti Sergii veniens... donum et scriptum super altare [...po] suit »).
25. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'est pas écrit. L'objet symbolique est parfois revêtu d'une inscription rappelant la transaction : voir O. GUYOTJEANNIN, « *Penuria...* », *loc. cit.*, p. 31-32 et n. 52 ; A. OKAZAKI, « Pratiques documentaires dans l'église cathédrale de Paris au XI^e siècle : les textes et leurs contextes génétiques », dans *Genesis of Historical Text : Text/Context*, S. SATO éd., Nagoya, 2005, p. 113-125, aux p. 121-122 et n. 37. Voir toujours A. GIRY, *Manuel de diplomatique*, Paris, 1894, p. 569-570 ; A. DE BOÜARD, *Manuel de diplomatique française et pontificale*, t. II : *L'acte privé*, Paris, 1948, p. 66 et 124 et pl. XIX (coin de bois et manche de couteau gravés du XI^e siècle) de l'album joint à l'ouvrage.
26. B.-M. TOCK, « La mise en scène... », *loc. cit.*, p. 296, s'est demandé si les actes les plus soignés sont ceux qui jouent un rôle dans l'action juridique. Au-delà de la qualité formelle, on pourrait songer à l'emploi préférentiel de la *carta* subjective, impliquant plus directement le donateur, ou à des écrits portant trace de validation directe. Dans l'exemple angevin sous examen, nous avons certes affaire à une *noticia* (le terme est employé et la rédaction est objective), mais celle-ci porte des *signa* de témoins.
27. Aussi bien dans l'analyse diplomatique du prétendu *deperditum* que dans une riche note critique sur la date de la cérémonie relatée en 1079, Maurice Prou ne parle jamais d'un *donum* mais d'un diplôme déposé sur l'autel. Cette manière de voir est adoptée sans sourciller par A. FLICHE, *Le règne de Philippe I^{er}, roi de France (1060-1108)*, Paris, 1912 (réimpr. 1975), p. 145-146.
28. *Chartes de l'abbaye de Saint-Hubert en Ardenne*, G. KURTH éd., Bruxelles, 1903.
29. *La Chronique de Saint-Hubert dite Cantatorium*, K. HANQUET éd., Bruxelles, 1906.
30. A.-J. BIJSTERVELD, « The commemoration of patrons and gifts in chronicles from the diocese of Liege », *Revue bénédictine*, 109, 1999, p. 208-243, aux p. 214-222.
31. Dans cette optique, au lieu de 32 *deperdita* connus par la chronique, il faudrait se contenter d'accepter comme tels la seule douzaine d'actes écrits qui s'y trouvent explicitement mentionnés.
32. A.-J. BIJSTERVELD, « The commemoration... », *loc. cit.*, p. 221.
33. Dans le cas de Saint-Hubert, trois éléments incitent à tempérer ce décapage : 1) le fait que deux tiers des chartes indubitablement mentionnées dans la chronique ont elles-mêmes disparu (4 sur 12 : voir p. 217, n. 36) oblige à admettre que le chartrier a subi, globalement, des pertes substantielles ; 2) les expressions employées par la chronique pour évoquer certaines transactions (*legalis* ou *legitima donatio*, parfois assortie du mot *testimonium*) peuvent très bien englober une instrumentation (voir le point suivant) ; 3) enfin, il arrive qu'une charte soit conservée alors que la chronique signale l'action sans évoquer sa mise par écrit ; dans l'exemple visé, la chronique évoque d'ailleurs une *legalis donatio* (*La Chronique...*, *op. cit.*, p. 68).
34. J.-P. DEVROEY, « Une liste des bienfaiteurs de Saint-Remi de Reims au début du XI^e siècle, témoin d'un obituaire rémois disparu », *Revue bénédictine*, 114, 2004, p. 112-139 (édition p. 119-135).

35. La première entrée se présente ainsi : « Seniorum nostrorum relatione didici, quod Reimbradus et Berta contulerunt sancto Remigio mansionalem Muriniacum » ; les entrées suivantes se contentent du nom du bienfaiteur au nominatif et du toponyme à l'accusatif. La liste est plus un aide-mémoire qu'un outil de gestion pour la communauté puisque les dates de décès n'y sont pas portées.

36. Je donne ici simplement les numéros des entrées, le bienfaiteur et la date du document de référence : n° [2] Adalbéron, archevêque (972, acte archiépiscopal) ; [5] Frérone, épouse de Charles le Simple (917, acte de Charles le Simple) ; [11] Gerberge, épouse de Louis IV (968, acte de la bienfaitrice) ; [22] Hugues, comte de Laon (961, acte du roi Lothaire) ; [32] Odilon, chapelain du roi Louis IV (952, acte de Louis IV). L'acte de Lothaire est exceptionnel : le roi agit en lieu et place du donateur, son *consanguineus* le comte de Laon Hugues, mort avant de pouvoir distribuer les *proprietates* qu'il avait destinées aux différentes églises constituées ses héritières. Avant sa mort, le comte avait confié les biens au roi pour qu'il accomplît leur dévolution. Le diplôme pour Saint-Remi de Reims ferait partie, à en croire sa teneur, d'une véritable série diplomatique, chacune des églises bénéficiaires recevant le sien. Les diplômes royaux remplaceraient donc les chartes que la maladie avait empêché le comte de faire rédiger.

37. L. LEVILLAIN, *Examen critique des chartes mérovingiennes et carolingiennes de l'abbaye de Corbie*, Paris, 1902. Sur ce document (BnF lat. 13908, f° 23v°-26v°) intitulé *De pastis* (« Des repas commémoratifs ») : L. MORELLE, « La liste des repas commémoratifs offerts aux moines de l'abbaye de Corbie (vers 986/989) : une nouvelle pièce au dossier du 'Patrimoine de saint Adalhard' ? », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 69, 1991, p. 279-299 (avec édition) ; sur le contexte, voir aussi Ch. DE MÉRINDOL, « Le modèle du recueil de Névelon : nouvel aperçu sur l'abbaye de Corbie au x^e siècle », dans *L'art du haut Moyen Âge dans le nord-ouest de la France* [colloque de Saint-Riquier, 1987], D. POULAIN et M. PERRIN éd., Greifswald, 1993, p. 277-315.

38. L. LEVILLAIN, *Examen...*, op. cit., n° 20, 33, 43, 45, 46 ; cf. MORELLE, « La liste... », loc. cit., respect. n° [7], [13], [29], [30] (deux fois). Les deux donations de Benedicta [13] (« X kl. ejusdem mensis debent fratres habere pastum de Ritbodi Monte pro Trasulfo abbate et Benedicta que hanc pro salute anime sue tradidit ad altare sancti Petri. ») et d'Inda [30] (« In festivitate sancti Michahelis pastum debent habere pro memoria Inde cujusdam nobilis matrone que nobis ad altare sancti Petri suum alodum de Bettonis Curte tradidit et villam que vocatur Avesnas super fluvium Corbeie. ») sont faites « à l'autel de saint Pierre »

39. L. MORELLE, « La liste... », loc. cit., p. 294-295, § [5] (= LEVILLAIN, *Examen...*, op. cit., n° 41) : « De anniv[er]sario R[atoldi]. Idus martii anniversarius celebretur dies domni Ratoldi abbatis bone memorie ; quem diem anniversarium officialiter orando Deum celebrem nostris successoribus agendum omnibus annis mandamus et eos vice Christi deprecamur ut pro remedio et salute ejus anime omnipotentem Deum fideliter exorent. Unde notum sit omnibus nostris fratribus tam presentibus quam et futuris quod ego Johannes, ejus spiritaliter alumnus et sua olim constitutione sancta camerarius fratrum factus meo servitio optinuerim apud domnum Maingaudum abbatem (Maingaud, abbé de Corbie, 985/986-1013/1015) ecclesiam de Taurimonte que est juxta mare in honore beati martyris Christi Quintini dicata (= Saint-Quentin-en-Tourmont, Somme), eo utique tenore ut quotannis ex predicta ecclesia camerarius fratrum fratribus idus martii optimam refectionem faciat et ipsi ejus memoriam devote teneant insuper nec habeat umquam abbas aut quisquis camerarius fuerit prefatam ecclesiam vendendi potestatem sed maneat omnibus in commune semper. Et ut hoc ratum et stabile permaneat vice Christi sanctique Petri apostolorum principis contestamur successores nostros ut ita faciant sicuti statutum est. Anno dominice Incarnationis DCCCCLXXXVI, indictione XIII, regnante Hludowico serenissimo rege anno I. »

40. L. MORELLE, « La liste... », loc. cit., p. 298, § [37] : « A memoria excessit nec de singulis benefactoribus nostris singulariter scribere potui. Videamus nos presentes et qui futuri sunt fratres uti memorias eorum agere non neglegamus de quorum prediis atque facultatibus refectiones suscipimus. »

41. G. DECLERCQ, « Originals and Cartularies : the Organization of Archival Memory (Ninth-Eleventh Centuries) », dans *Charters and the Use of the Written Word in Medieval Society*, K. HEIDECKER éd. (Utrecht Studies in Medieval Literacy, 5), Turnhout, 2000, p. 147-170 ; L. MORELLE, « The Metamorphosis of Three Monastic Charter Collections in the Eleventh Century (Saint-Amand, Saint-Riquier, Montier-en-Der) », dans *Charters and the Use of the Written Word in Medieval Society*, K. HEIDECKER éd. (Utrecht Studies in Medieval Literacy, 5), Turnhout, 2000, p. 171-204. Voir aussi St. VANDERPUTTEN, « Transformations in charter production and preservation during the 'Iron ages'(tenth-early eleventh centuries). Some evidence from Northern France and the Southern Low Countries », *Jaarboek voor Middeleeuwse Geschiedenis*, 7, 2004, p. 7-30.
42. J. HUDSON, « L'écrit, les archives et le droit en Angleterre (IX^e-XII^e siècle) », *Revue historique*, 638, 2006/1, p. 3-35, signale (p. 32) que le rituel est toujours l'élément essentiel de l'action juridique dans l'Angleterre du XII^e siècle.
43. Michel PARISSE parle de « notes griffonnées sur un bout de parchemin » ou de « textes rédigés selon des règles » : « Écriture et réécriture des chartes : les pancartes aux XI^e et XII^e siècles », dans *Pratiques...*, op. cit., p. 247-265, à la p. 259.
44. Sur le goût de l'archive, la valorisation voire la sacralisation du chartrier : O. GUYOTJEANNIN, « Penuria... », loc. cit. ; L. MORELLE, « The Metamorphosis... », loc. cit.
45. La tendance qu'on constate parfois à enfermer les chartes privées du XI^e siècle dans la fonction commémorative des donateurs et de leurs dons me semble préjudiciable à une approche équilibrée du phénomène de l'instrumentation ; cf. A.-J. BIJSTERVELD, « The commemoration... », loc. cit., p. 209-212.
46. Sur la question de l'efficacité de l'écrit (évolution lente qui conduirait, du premier XI^e siècle au second XII^e siècle, d'un écrit efficace par l'autorité des personnages impliqués dans l'action à une efficacité trouvée dans l'écrit en soi), lire les réflexions, sur la base du dossier de l'abbaye de Marchiennes, procurées par St. VANDERPUTTEN, « Monastic literate practices in eleventh- and twelfth-century northern France », *Journal of Medieval History*, 32, 2006, p. 101-126.
47. Sur les avatars de ce lien à travers la documentation provençale, voir Fl. MAZEL, « Amitié et rupture de l'amitié. Moines et grands laïcs provençaux au temps de la crise grégorienne (milieu XI^e-milieu XII^e siècle) », *Revue historique*, 628, 2005, p. 53-95, p. 73-75.
48. M. LAUWERS, « Mémoire des origines et idéologies monastiques. Saint-Pierre-des-Fossés et Saint-Victor de Marseille au XI^e siècle », *Mélanges de l'École française de Rome, Moyen Âge*, 115, 2003, p. 155-180, notamment aux p. 166-168 ; L. MORELLE, « La mise en 'œuvre' des actes diplomatiques : l'auctoritas des chartes chez quelques historiographes monastiques des IX^e-XI^e siècles », dans 'Auctor'et 'auctoritas' : invention et conformisme dans l'écriture médiévale, M. ZIMMERMANN éd., Paris, 2001 (Mémoires et documents de l'École des chartes, 59), p. 73-96, aux p. 80-83. Sur le rôle et la place des documents diplomatiques dans l'historiographie monastique des « Pays-Bas » méridionaux aux X^e-XII^e siècles, on attend la publication prochaine de la thèse de Nicolas Mazeure, soutenue en 2008 à l'université d'Anvers.
49. D. NEBBIAI-DALLA GUARDA, *La Bibliothèque de l'abbaye de Saint-Denis en France du IX^e au XVIII^e siècle*, Paris, 1985 (Documents, études, répertoires publiés par l'Institut de recherches et d'histoire des textes), p. 335 (lectures d'actes des rois Robert le Pieux et Charles le Chauve, témoignages tardifs cependant [XIII^e siècle]).
50. « Nosse debebitis si qui eritis posteri nostri, Maioris scilicet huius habitatores monasterii sancti Martini » ; sur cette formule, voir D. BARTHÉLEMY, *La Société dans le comté de Vendôme de l'an mil au XIV^e siècle*, Paris, 1993, p. 31 et 96.
51. Préambule de la notice de donation de l'église d'Astillé, *Premier et second Livres...*, op. cit., n° 6 [1082-1093], p. 5 : « Antiquae est consuetudinis ne oblivione deleantur res ecclesiarum prudenti consilio scriptis per posteros manifestari. Quippe ubi per nepotes non continuatur progenies, sed ex diverso venientes angularis lapidis gratia in unius domus aedificatione consurgere didicerunt.

Ne igitur undecunque congregati ignorent quomodo Sanctus Sergius habuerit Hastilliacum, meminerint... ».

52. Préambule de la notice relative à la donation d'une terre sise à Pressigné, *Premier et second Livres...*, op. cit., n° 335 (1104), p. 279 : « Dona vel commutationes ecclesiarum ea ratione describimus ut superveniens progenies quid dimittere quid accipere debebat non ignoret ».

53. G. DECLERCQ, « Originals... », loc. cit., p. 166.

54. R. F. BERKHOFFER III, *Day of reckoning. Power and accountability in medieval France*, Philadelphie, 2004.

55. B. LEMESLE, *Conflits et justice au Moyen Âge. Normes, loi et résolution des conflits en Anjou aux XI^e et XII^e siècles*, Paris, 2008, p. 31-32 (citation à la p. 31).

56. *Ibid.*, p. 223 ; dans un conflit entre Saint-Aubin d'Angers et la Trinité de Vendôme, cette dernière abbaye a établi deux versions successives de l'affaire et des procédures, la seconde tronquant les faits alors qu'un jugement lui avait été favorable.

57. O. GUYOTJEANNIN, « Penuria... », loc. cit., p. 27.

58. Éd. D. HAIGNERÉ, *Les Chartes de Saint-Bertin d'après le Grand Cartulaire de Dom Charles-Joseph Dewitte*, t. I : 648-1240, Saint-Omer, 1886, n° 64, p. 20-21.

59. La copie de dom Dewitte (XVIII^e siècle, Saint-Omer, Bibl. de l'Agglomération, ms. 803/1, p. 84-85), prise sur l'original aujourd'hui disparu, soude délibérément cette mention au texte de l'acte.

60. « Anno post hęc incarnationis Domini DCCCC LXXXVI, defuncta matre mea, ego Gerhardus ipsam hereditatem cum ecclesia et munilibus eidem sancto loco contuli, sepulta ibidem eadem matre in ea, imprecans Dei offensam contradicentibus coram his testibus + Signum Gerhardi + Signum Gerbodonis advocati, Baldwini, Waldberti, Rumoldi, Regeneri. »

61. « Igitur anno Domini DCCCC XCIII, ego Odbertus abbas datis XX libris eandem hereditatem Hardbere cum ecclesia et alia hereditate in Weserinio redemi ad usus fratrum excolendas his testibus presentibus. »

62. D'après dom Dewitte, la charte faisait « 12 pouces et 3 quarts d'hauteur sur 17 et demi de largeur ».

63. Les larges espaces blancs (parfois plus vastes que la partie écrite) qui, au XI^e siècle, suivent parfois le texte des actes (notamment celui de nombreuses notices ligériennes), invitent à ces additions, s'ils ne les préparent pas.

64. *Chartes de l'abbaye de Jumièges* (v. 825 à 1204), J.-J. VERNIER éd., Rouen-Paris, 1910, 37 (1088) ; cf. B.-M. TOCK, « Les chartes originales de l'abbaye de Jumièges jusqu'en 1120 », *Tabularia*, 2, 2002, p. 1-19, aux p. 10-11.

65. Durablement présente en Italie, cette pratique existe aussi en France, notamment en Poitou : D. FEYTMANS, « Actes d'aliénation suivis de notices de tradition. Documents inédits du IX^e et du X^e siècle en Poitou », dans *Études d'histoire dédiées à la mémoire d'Henri Pirenne par ses élèves*, Bruxelles, 1937, p. 161-171.

66. Donation de deux manses par Arnoul, son épouse Constance et leurs enfants, continuée par la donation d'Isnardus de la dîme sur la moitié d'un des manses donnés par Arnoul ; acte édité récemment et commenté par B.-M. TOCK, *Scribes...*, op. cit., p. 42-46 ; acte original).

67. *Les plus anciens documents originaux de l'abbaye de Cluny*, t. III : Documents n° 61 à 90 : Paris, Bibliothèque nationale de France, Collection de Bourgogne, vol. 77, n° 62 à 89, H. ATSMAN, S. BARRET et J. VEZIN éd., Turnhout, 2002, n° 87 et 88 ; cf. S. BARRET, *La Mémoire et l'écrit : l'abbaye de Cluny et ses archives* (X^e-XVIII^e siècle), Münster, 2004, p. 99, n. 41.

68. Charte de donation d'Odulricus et de son frère Gislebertus, cousue à une notice de confirmation un peu postérieure, *Les plus anciens documents...*, op. cit., n° 81 et 82. Sur ce document : S. BARRET, *La mémoire...*, p. 97-101 et tout récemment : K. HEIDECKER, « 30 June 1047 : The

End of Charters as Legal Evidence in France ? », dans *Strategies of Writing. Studies on Text and Trust in the Middle Ages*, P. SCHULTE, M. MOSTERT et I. VAN RENSWOUDE éd., Turnhout, 2008, p. 85-94.

69. K. HEIDECKER, « 30 June 1047... », *loc. cit.*, p. 87, n.6 ; BARRET, *La Mémoire...*, *op. cit.*, p. 98.

70. *Les plus anciens documents...*, *op. cit.*, p. 92 : « Qui post multum temporis idem filii Gisleberti, cupiditate cecati, coeperunt calumniare denominatam ancillam quam sancto Petro dederant, affirmantes non se de ea ullum aliquod donum alicui fecisse, hac occasione bona uiri sui Iodsaldi diripere cogitantes. Qui Iodsaldus pertimescens et precauens eorum uesaniam, uenit ante presentiam domni Odilonis abbatis, obsecrans eum ut de hac re sibi daret consilium salubre. »

71. *Les plus anciens documents...*, *op. cit.*, p. 92 (suite de la citation précédente) : « ... Qui statim requirere iussit cartam quam idem querelatores fieri rogauerant et firmauerant ; qua inuenta, rogauit ad se uenire eosdem fratres in Cluniacensi clauastro, ante fontem, in festiuitate sancti Pauli quae est II kalendas iulii, et ostendit ipsis et omnibus coram adstantibus cartam quam de eadem ancilla fecerant. Quidam consenserunt, quidam uero negauerunt. Liniens igitur illos dulcis sermonibus ac insuper XXIII dans solidos, rogauit iterum eandem cartam firmare, qui omnes iterum semel et bis in manu eiusdem patris firmauerunt ac unanimiter corroborauerunt. »

72. Voici quelques points de discussion : 1) je n'ai pas l'impression que la ligne consignait la donation de Teza soit une addition postérieure à la rédaction du texte ; 2) s'il semble clair qu'hormis ceux des donateurs, la plupart des *signa* sont d'une ou d'autres mains que le texte, on ne saurait affirmer qu'ils sont contemporains de la renégociation de l'accord consécutive à la plainte : les *signa* en cause ont pu être inscrits au moment de la validation de la *carta*, une opération faite éventuellement par étapes ; 3) le fait que la *notitia* taise le nom de trois souscripteurs de la *carta* dans la paraphrase qu'elle en fait me paraît difficile à interpréter ; 4) la *notitia* annonce une nouvelle *firmitas* des intéressés, ce qui voudrait dire que la *carta* avait déjà été *firmita* par les mêmes personnages (mais bien sûr, ce sont les moines qui l'affirment !).

73. S. BARRET, *La Mémoire...*, *op. cit.*, p. 103-105, souligne à juste raison l'idée de « dossier », au sens archivistique du terme (ensemble de pièces relatives à un même objet).

74. On observe que la *festuca* recouvre partiellement deux lettres du *signum* d'Achinus (sur ce point, voir S. BARRET, *La Mémoire...*, *op. cit.*, p. 99). Par conséquent, si ce *signum* constitue, selon le scénario de K. Heidecker, une addition contemporaine de la *notitia*, alors la *festuca* remonte nécessairement (sauf restauration improbable de la couture qui unit la brindille au parchemin) au temps de la renégociation de l'acte.

75. Le rédacteur de la notice déclare que les plaignants ont reconnu la *carta* comme étant celle qu'ils avaient fait faire, mais la *carta* est muette sur ce point : elle ne renferme aucune *rogatio* au notaire (ni d'ailleurs aucune souscription de scribe).

76. AD Maine-et-Loire, H 3368 n° 6.

77. Les additions en style objectif sont notamment passées en style subjectif ; elles sont désormais absorbées par l'acte vicomtal (l'eschatocole de celui-ci les suit désormais). Il est impossible ici d'entrer dans le détail des retouches et particularités de ce nouveau parchemin.

78. On passe de la croix entourée, en ses cantons, de la formule *Signum Talis* à une légende *Signum Talis* inscrite en ligne de part et d'autre d'une croix. Ce changement était peut-être porteur de signification pour les initiés (il pourrait signaler le passage de l'autographie présumée de la croix à sa figuration allographe).

79. Voir toutefois la remarque de la note précédente.

80. AD Maine-et-Loire, H 3368 n° 5.

81. Sur ces difficultés et la jungle documentaire des notices, voir par exemple M. PARISSE, « Les pancartes. étude d'un type d'acte diplomatique », dans *Pancartes monastiques des XI^e et XII^e siècle* [colloque de Nancy, 1994], M. PARISSE, P. PÉGEOT et B.-M. TOCK éd., Turnhout, 1998, p. 11-62, I. VÉRITÉ, « Des pancartes dans les fonds des prieurés de Marmoutier ? L'exemple des prieurés poitevins », *ibid.*, p. 63-93.

82. Éd. Ch. DUVIVIER, *Actes et documents anciens concernant la Belgique*, t. I, Bruxelles, 1898, p. 37-39. Pour plus de détails et d'autres implications : L. MORELLE, « The Metamorphosis... », *loc. cit.*, p. 184-186.
83. Éd. M. FAUROUX, *Recueil des actes des ducs de Normandie (911-1066)*, Caen, 1961 (Mémoires de la Société des antiquaires de Normandie, 36), n° 148 (j'emprunte à l'auteur les sigles désignant les versions). Le moulin de Vains (Manche), concédé au Mont Saint-Michel par le duc Robert le Magnifique (1027-1035), avait été aliéné indûment par l'abbé Suppo (de mauvaise *memoria* au Mont Saint-Michel) à un monétaire, puis réclamé ensuite par l'abbé Ranulfus au duc Guillaume, lequel restitua le moulin et interdit son aliénation future. Sur l'affaire du moulin de Vains, voir É. VAN TORHOUDT, « L'écrit et la justice au Mont Saint-Michel : les notices narratives (vers 1060-1150) », *Tabularia*, 7, 2007, p. 107-137, aux p. 111-112 et n. 28.
84. Cette notice (postérieure à 1066) intitulée *Carta de molendino comitis* est transmise par le Cartulaire du Mont Saint-Michel et un parchemin isolé détruit en 1944, mais dont subsiste une photographie partielle.
85. Les faits relatés dans l'exposé de A² existent dans la partie « notice » qui enchâsse l'insertion de l'acte A³.
86. Voir les études réunies dans *Pancartes...*, *op. cit.* Voir aussi M. PARISSE, « Écriture... », *loc. cit.*, p. 247-265. Pour les pancartes cisterciennes, voir les aperçus récents de M. HÉLIAS-BARON, « Ferveur des laïcs ou précaution monastique ? Étude des pics documentaires observés dans les chartriers cisterciens à la veille des deuxième et troisième croisades », *Revue Mabillon*, 80 (n.s. 19), 2008, p. 77-97. Une enquête collective est en cours sur ces documents, sous l'égide de Michel Parisse.
87. En diplomatique, on entend ordinairement par « perfection » de l'acte son aptitude « à produire les effets que son auteur attend de lui », « à faire foi par lui-même », ce qui renvoie à la forme du document (présence de signes de validation) et/ou aux conditions de sa genèse (publicité par exemple) : voir G. TESSIER, *La diplomatique*, Paris, 1953, p. 17-18 (très inspiré d'Alain de Boüard) ; *Vocabulaire international de la diplomatique*, M. M. CÁRCEL ORTÍ éd., València, 1997, § 42, p. 30. Les problèmes soulevés par cette notion et son application aux écrits du XI^e siècle dépassent le cadre de cet article.
88. On retiendra cette belle formule de B.-M. TOCK, *Scribes...*, *op. cit.*, p. 46, à propos de l'acte continué cité plus haut du chartrier de Saint-Victor de Marseille : « ... l'acte n'est pas un ensemble homogène et intouchable, constitué une fois pour toutes et immuable : c'est d'abord l'instrument d'une mémoire, ce qui permet d'y ajouter des éléments nouveaux si nécessaire »
89. R. GROSSE, « Die beiden ältesten Papsturkunden für das Domkapitel von Paris (JL 3949 und 3951) », dans *L'Acte pontifical et sa critique*, R. GROSSE éd., Bonn, 2007, p. 15-29.
90. Fr. SOEHNÉE, *Catalogue des actes d'Henri I^{er} roi de France*, Paris, 1907, n° 31 (diplôme de Charles le Simple de 918).
91. HEIDECKER, « 30 June 1047... », *loc. cit.*, p. 91.
92. E. MAGNANI, « Don aux églises et don d'églises dans le sud-est de la Gaule. Du testament d'Abbon (739) aux chartes du début du XI^e siècle », dans *Sauver son âme et se perpétuer. Transmission du patrimoine et mémoire au haut Moyen Âge*, F. BOUGARD, C. LA ROCCA, R. LE JAN dir., Rome, 2005 (Collection de l'École française de Rome, 351), p. 379-400.
93. M. PARISSE, « Remarques sur les chirographes et les chartes-parties antérieures à 1120 et conservées en France », *Archiv für Diplomatik*, 32, 1986, p. 546-567. K. A. LOWE, « Lay literacy in Anglo-Saxon England and the development of the chirograph », dans *Anglo-Saxon manuscripts and their heritage*, Ph. PULSIANO et E. M. TREHARNE éd., Aldershot, 1998, p. 161-204. Katharina Gross (université de Sarrebruck/EPHE) prépare une thèse sur les chirographes lotharingiens des X^e-XI^e siècles ; une enquête sur la pratique chirographaire antérieure au XIII^e siècle a été engagée dans le cadre de la conférence « Pratiques médiévales de l'écrit documentaire » de l'EPHE : L. MORELLE,

résumé de la conférence, dans *Annuaire, résumés des conférences et travaux* [de l'École pratique des hautes études, section des Sciences historiques et philologiques], 139, 2006-2007, p. 368-371 (en ligne sur internet, site « revues.org »). Un ouvrage collectif en cours de réalisation rassemblera les études issues de ce séminaire.

94. L. MORELLE, « Les chartes dans la gestion des conflits, France du Nord, XI^e-début XII^e siècle », dans *Pratiques...*, *op. cit.*, p. 267-298, à la p. 290, n. 92.

95. Éd. M. PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}...*, *op. cit.*, n° XVII, p. 49 (copie du XVIII^e siècle d'après l'original).

96. H. ATSMA et J. VEZIN, « Gestion de la mémoire à l'époque de saint Hugues (1049-1109) : la genèse paléographique et codicologique du plus ancien cartulaire de l'abbaye de Cluny », *Histoire et archives*, 7, janvier-juin 2000, p. 5-29 ; S. BARRET, *La Mémoire...*, *op. cit.*, p. 107-119. Pour Saint-Victor, voir notamment : M. ZERNER, « Cartulaire et historiographie à l'époque grégorienne : le cas de Saint-Victor de Marseille », *Provence historique*, 195/196, 1999, p. 523-539. EAD., « L'abbaye de Saint-Victor de Marseille et ses cartulaires : retour aux manuscrits », dans *Les cartulaires méridionaux*, D. LE BLÉVEC dir., Paris, 2006, p. 163-216. Monique Zerner a rédigé une nouvelle étude sous presse dans les actes du colloque « Saint-Victor de Marseille » de 2004.

97. P. CHASTANG, « Cartulaires, cartularisation et scripturalité médiévale : la structuration d'un nouveau champ de recherche », *Cahiers de civilisation médiévale*, 49, 2006, p. 31-42. Du même, voir aussi tout récemment : « L'archéologie du texte médiéval. Autour de travaux récents sur l'écrit au Moyen Âge », *Annales. Histoire, sciences sociales*, mars-avril 2008, p. 245-269, aux p. 256-258. Pour d'autres aperçus, du point de vue de la « tradition documentaire » : O. GUYOTJEANNIN et L. MORELLE, « Tradition et réception de l'acte médiéval : jalons pour un bilan des recherches », *Archiv für Diplomatik*, 53, 2007, p. 367-403, aux p. 381-384.

98. C'est ainsi que le *Liber vetus* signalé dans les sources de Saint-Pierre-le-Vif de Sens et qu'on considérait jadis comme un cartulaire perdu, a été retrouvé, mais il s'agit d'un dossier d'actes copié vers l'an mil sur les pages liminaires et finales d'un homélaire contemporain : R. POKORNY, « Ein übersehenes Diplom Karls des Kahlen und der 'verlorene' Liber Vetus von Saint-Pierre-le-Vif/Sens », *Archiv für Diplomatik*, 30, 1984, p. 51-65.

99. Michel Parisse a d'ailleurs proposé le terme de « pré-cartulaire » pour ces pancartes, un peu téléologique sans doute, mais qui a la vertu de souligner la parenté des projets.

100. Pancarte originale pour l'abbaye de Fontenelle-Saint-Wandrille [1082-1087], éd. M. FAUROY, *Recueil...*, *op. cit.*, n° 234 : « Quoniam decet clementiam principum dignanter auscultare clamorem pauperum et studiose causas agere Deo famulantium, idcirco ego Willemus, Dei gratia Normannorum princeps, diligenter consideratis Fontanellensis coenobii privilegiis, suggerente Girberto abbate, jussi omnia in unum colligere, quę sub diversis cyrografis habentur de Sancti Wandregisili possessionibus, quia cartę quę plures numero sunt facile aut negligentia sepe perduntur aut fraude malignorum furtim subtrahantur. » On relèvera ici deux éléments remarquables : 1) la notion de « masse critique » (*carte... plures numero*) suscitant le projet de rassemblement ; 2) le souci de protéger les documents contre le vol, ce qui implique un caractère précieux socialement reconnu à l'écrit valide (du moins parmi la communauté des détenteurs voire des émetteurs d'actes).

101. Un précieux relevé pour les obituaires : J.-L. LEMAITRE, « Les actes transcrits dans les livres liturgiques », dans *Les Cartulaires. Actes de la Table ronde organisée par l'École nationale des chartes et le G.D.R. 121 du C.N.R.S. (Paris, 5-7 décembre 1991)*, O. GUYOTJEANNIN, L. MORELLE et M. PARISSE éd., Paris, 1993, p. 59-78 ; pour un relevé local (abbaye de Saint-Amand) : L. MORELLE, « The Metamorphosis... », *loc. cit.*, p. 180 et 183.

102. O. GUYOTJEANNIN, « Penuria... », *loc. cit.*, p. 30.

103. Outre l'exemple donné par R. POKORNY, « Ein übersehenes Diplom... », *loc. cit.*, voir entre autres É. PALAZZO, « Propter Sion non tacebo et propter Hierusalem non quiescam... La Jérusalem Céleste

contemplée par Isaïe dans le lectionnaire de Montmajour », dans *Iconographica. Mélanges offerts à Piotr Skubiszewski...*, R. FAVREAU et M.-H. DEBIÈS éd., Poitiers, 1999, p. 165-173 (dossier de trois bulles de 963, 998 et 1079, transcrites de première main dans un lectionnaire illustré de l'abbaye de Montmajour).

104. Sur l'œuvre de Peter Rück, voir la belle mise en perspective d'un de ses disciples : P. WORM, « Ein neues Bild von der Urkunde : Peter Rück und seine Schüler », *Archiv für Diplomatik*, 52, 2006, p. 335-352.

105. Sur la question des copies, je développe ici les courtes pages d'O. GUYOTJEANNIN et L. MORELLE, « Tradition... », *loc. cit.*, p. 378-381.

106. Le premier cartulaire connu (par un simple bifeuillet) est celui de l'église cathédrale de Coire (Suisse), éd. P. ERHART et J. KLEINDINST, *Urkundenlandschaft Rätien*, Vienne, 2004 (Forschungen zur Geschichte des Mittelalters, 7), n. 3-8.

107. L. MORELLE, « De l'original à la copie : remarques sur l'évaluation des transcriptions dans les cartulaires médiévaux », dans *Les Cartulaires...*, *op. cit.*, p. 91-104.

108. P. CHASTANG, *Lire, écrire, transcrire : le travail des rédacteurs de cartulaires en Bas-Languedoc (XI^e-XIII^e siècles)*, Paris, 2001 (surtout sur l'ordonnance des recueils). Voir aussi L. MORELLE, « Des moines face à leur chartrier : étude sur le premier cartulaire de Montier-en-Der (vers 1127) », dans *Les moines du Der (673-1790)*, P. CORBET éd., J. LUSSE et G. VIARD coll., Langres, 2000, p. 211-258, aux p. 234-240 (rubriques et aide au lecteur). Chantal Senséby a mené une enquête encore inédite sur le paratexte du cartulaire de Saint-Aubin d'Angers (fin XI^e siècle).

109. Cartulaire de l'Aumônerie de Saint-Martial de Limoges (XI^e siècle) : A. LEROUX, « Premier et second cartulaires de l'Aumônerie de Saint-Martial [de Limoges] », dans *Documents historiques bas-latins, provençaux et français concernant principalement la Marche et le Limousin*, A. LEROUX éd., t. II, Limoges, 1885 (Société archéologique et historique du Limousin), p. 1-25. Cartulaire de Notre-Dame du Ronceray à Angers (deuxième moitié du XII^e siècle), *Cartulaire de l'abbaye du Ronceray d'Angers : 1028-1184*, P. MARCHEGAY et E. VALLÉE éd., Paris-Angers, 1900.

110. B. BEDOS-REZAK, « Towards an archeology of the medieval charter : Textual production and reproduction in northern French charters », dans *Charters, cartularies, and archives : the preservation and transmission of documents in the medieval West. Proceedings of a colloquium of the Commission internationale de diplomatique (Princeton et New York, 16-18 septembre 1999)*, A. J. KOSTO et A. WINROTH éd., Toronto, [2002], p. 43-60.

111. B.-M. TOCK, *Scribes...*, *op. cit.*, *passim* et notamment p. 267-270.

112. On ne saurait pour autant en déduire un affaiblissement de l'original, dont la valeur est précisément retrouvée et affirmée au cours du XII^e siècle.

113. O. GUYOTJEANNIN, J. PYCKE et B.-M. TOCK, *Diplomatique médiévale*, Turnhout, 1993, p. 283-285 (copie et commentaire) et 180-183 (texte de l'original).

114. Le prologue de ce cartulaire a été édité, traduit et commenté par O. Guyotjeannin dans A. VAUCHEZ et C. CABY dir., *L'Histoire des moines, chanoines et religieux au Moyen Âge. Guide de recherche et documents*, Turnhout, 2003, p. 127-131.

115. Sur le travail du cartulariste (notamment la mise à l'écart de pièces compromettantes et la création d'un « passé utile »), voir l'étude éclairante de M. DE FRAMOND, « Chartes et notices relatives à la fondation de Saint-Sauveur de Séverac et sa donation à Saint-Chaffre-du-Monastier : réécritures utilitaires au XII^e et au XVII^e siècles », dans *Écrire son histoire. Les communautés régulières face à leur passé. Actes du 5^e colloque international du C.E.R.C.O.R., Saint-Étienne, 6-8 novembre 2002*, Saint-Étienne, 2005, p. 555-571.

116. L. MORELLE, « The Metamorphosis... », *loc. cit.*, p. 181-182.

117. Sur les implications de la « cartularisation », on lira avec intérêt la réflexion de Robert Maxwell, à propos du travail de copie et d'enluminure mené sur le cartulaire de Vierzon (après 1155) : « Sealing signs and the art of transcribing in the Vierzon cartulary », *The Art Bulletin*, 81,

1999, p. 576-599. Pour l'auteur, ces actions opéreraient comme une nouvelle validation des actes transcrits (p. 592), une nouvelle cérémonie dont scribe et enlumineur seraient les maîtres d'œuvre et les témoins, bref une « re-présentation » de la promulgation initiale (la transcription, pourrait-on ajouter, agirait comme une *recitatio* silencieuse et performative). Au total, le travail du scribe et de l'enlumineur aboutirait à créer « a new original document for a new diplomatic moment » (p. 592). Cette interprétation, séduisante, pose néanmoins quelques difficultés au diplomatiste.

118. L. MORELLE, « Moines de Corbie sous influence sandionysienne ? Les préparatifs corbéiens du synode romain de 1065 », dans *L'Église de France et la papauté (X^e-XIII^e siècle). Actes du XXVI^e colloque historique franco-allemand organisé en coopération avec l'École nationale des chartes par l'Institut historique allemand de Paris (Paris, 17-19 octobre 1990)*, R. GROSSE éd., Bonn, 1993 (Études et documents pour servir à une Gallia Pontificia, 1), p. 197-218.

RÉSUMÉS

L'article explore quelques implications de la « maîtrise monastique » sur l'écrit diplomatique du XI^e siècle. L'instrumentation des actions juridiques dans les communautés monastiques relève d'une politique de mise par écrit au caractère local, sur laquelle pèse la diversité des fonctions internes (pédagogiques, identitaires, administratives) dévolues à l'écrit. Des exemples analysés, puisés surtout dans les chartriers de France septentrionale, il ressort que le souci d'une mémoire « utile » dès la conception de l'acte stimule l'invention de formes complexes et instables (actes continués, actes-dossiers, réécritures, notices, pancartes), qui témoignent aussi d'une conception de l'acte renouvelée ; l'original n'est plus intouchable, la relation traditionnelle original/copie est brouillée. Parallèlement, mais surtout dans la seconde moitié du XI^e siècle, d'autres outils de la mémoire, tels que chirographes et cartulaires, témoignent de la volonté de stabiliser la teneur et le texte des références écrites, selon une économie de l'acte qui annonce l'évolution du XII^e siècle.

Instrumentation of legal actions and work on the charter: some reflections on diplomatic writing in monastic communities in the eleventh century. This article examines some effects of eleventh-century « monastic leadership » on diplomatic writing. The instrumentation of legal actions in monastic communities falls within a local written word policy which takes into account various offices allotted to documents (pedagogical, identity or administrative functions). Close analyses of examples chosen in most cases among northern French charter collections show that the search for a profitable use of memory underlying the documents's genesis stimulates complex and unstable formal inventions ("actes continués", "actes-dossiers", rewritten texts, notices, pancartae). This also testifies to a renewed conception of the charter; the original text is not « untouchable » anymore; the traditional relationship between original and copy becomes hazy. At the same time, and even more so in the second half of the 11th century, other instruments of memory such as chirographs and cartularies illustrate the desire to make both the text and the content of written references more stable. Such a conception of charters heralds the evolution to be followed in the 12th century.

INDEX

Keywords : cartularies, chirographs, copies, diplomatic, monasteries, original charters, pancartae

Mots-clés : cartulaires, chirographes, diplomatique, monastères, originaux, pancartes, copies

AUTEUR

LAURENT MORELLE

École Pratique des Hautes Études, Section des sciences historiques et philologiques (IV^e section),
45-47 rue des Écoles, Sorbonne, Esc. C, F-75005 Paris